_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 1

Quartier Libre

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

La saison des festivals

LOUVOYER ENTRE LES GRANDS

Page 15

CAMPUS

Campus
Cette année, les Carabins ont dégainé

Pages 4 et 5

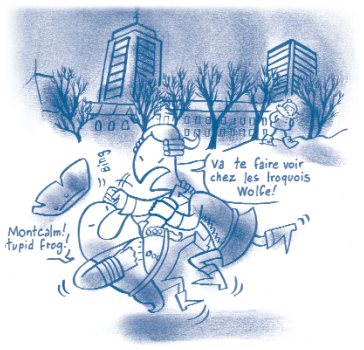
MONDE

Google Earth s'immisce dans la géopolitique mondiale

Page 12

CULTURE

INTERVIEWÉ
Le bédéiste Francis Desharnais



Page 14

La sérigraphie à Montréal
Mode d'emploi

Page 17

QUARTIER LIBRE - Vol. 14 • numéro 16 - 25 avril 2007

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 2

Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

Bilan du mandat 2006-2007

En cette fin du mois d'avril, l'été cogne à nos portes et l'année académique 2006-2007 tire à sa fin. Pour plusieurs d'entre vous, l'heure est aux examens de fin de session et à la préparation des projets estivaux. À la FAÉCUM, c'est le mandat 2006-2007 qui tire à sa fin et l'heure est au bilan. Le bilan de ce mandat fut marqué par les deux grandes campagnes que nous avons menées cette année.

À pareille date, l'an dernier, plusieurs prédisaient que cette année, le mouvement étudiant devrait se battre férocement contre le dégel des frais de scolarité. La réalité a été tout autre! D'abord sur la question des frais de scolarité, le mouvement étudiant est demeuré dans l'expectative devant la tenue imminente d'élections générales. Cette période d'attente fut marquée par plusieurs tentatives pour faire pression sur les différents partis politiques afin qu'ils livrent leur position concernant les frais de scolarité. Seul un des trois grands partis prit position en faveur du gel des frais de scolarité. Pour ce qui est des partisans du dégel des frais de scolarité, pour la première fois en quinze ans, un parti politique proposait un scénario de dégel en période électorale. Le Parti libéral du Québec tenta de convaincre la population qu'une augmentation de 100$ des frais de scolarité allait régler le problème du sous-financement universitaire. Est-ce que leur élection – même minoritaire – a été un revers pour le mouvement étudiant ? Je ne le crois pas. Les dernières élections provinciales n'ont pas été une élection référendaire sur la question des frais de scolarité. Paradoxalement, malgré l'élection des libéraux et la vague adéquiste, la population est demeurée majoritairement en faveur du gel des frais de scolarité, ceci, peu importe l'origine des sondages. Alors, il devient de plus en plus urgent que nous profitions de ce nouveau climat politique afin que notre génération réussisse à tirer son épingle du jeu. Il est évident que nous ne représentons pas un bassin électoral important pour les partis politiques, c'est pourquoi notre défi sera de se faire entendre et de se faire respecter afin que nos volontés se réalisent et contribuent à l'édification de la société de demain.

Outre la question des frais de scolarité, un dossier a mobilisé notre attention : celui des frais afférents. L'imposition de frais technologiques nous a forcé à déclencher une longue campagne qui était vitale pour préserver l'intérêt des étudiants de l'Université de Montréal. La situation qui prévalait avant la campagne des frais technologiques faisait en sorte que le rectorat ne prenait pas en compte l'opinion étudiante et s'apprêtait à imposer des frais en toute impunité. Au terme de la campagne des frais technologiques, nous avions réussi à nous assurer que tous les étudiants puissent se faire rembourser les frais afférents et nous sommes parvenus à imposer un meilleur contrôle de l'investissement des sommes non réclamées par les étudiants, forçant ainsi le rectorat à modifier sa conduite concernant la question des frais afférents. Bien que la campagne ait été fastidieuse et que toute cette énergie ait pu paraître démesurée pour un « petit 60$ par session », nous avons réussi à modifier la perception du rectorat selon laquelle l'étudiant n'est qu'un simple utilisateur-payeur, pour l'amener à comprendre que l'étudiant est d'abord et avant tout un partenaire privilégié pour le développement de son institution d'enseignement – un partenaire libre de choisir les volets auxquels il souhaite contribuer pour assurer le développement de l'UdM. En somme, nous avons fait le pari que nous avions la capacité d'être de réels partenaires dans le développement de notre université.

En plus de ces enjeux, la Fédération a été active sur plus d'un aspect de la vie universitaire. Qu'il s'agisse de l'obtention d'une piste cyclable reliant notre campus au centre-ville, ou encore l'amorce d'une solide réflexion pour la mise en place d'un financement intégré à l'université, la Fédération a poussé énergiquement plusieurs dossiers afin d'améliorer le sort des étudiants. Globalement, la Fédération a contribué à l'amélioration directe ou indirecte du quotidien des étudiants de l'université.

Bien sûr, Il reste encore beaucoup à faire, et nul n'avait la prétention de tout régler cette année. Cela dit, je demeure convaincu que le mandat 2006-2007 de la Fédération aura permis à la collectivité estudiantine de progresser et de réaliser plusieurs avancées. Dans cette perspective, je souhaite bonne chance aux mandataires pour l'année 2006-2007 qui sauront poursuivre ce travail passionnant.

Jonathan Plamondon
Secrétaire général sortant

LE RÉGIME COLLECTIF DE SOINS DE SANTÉ ET DENTAIRES DE LA FAÉCUM

Partez à l'aventure, sans aventures !

- Assurance voyage de 120 jours
- Couverture de 5 millions de dollars
- Assurance annulation de voyage de 1500 $
- Assurance interruption de voyage de 5000 $

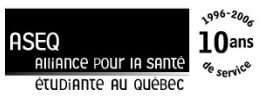
Votre régime collectif vous protège aussi lorsque vous voyagez !

2006 / 2007

SANTEETUDIANTE.COM
Ça donne de l'assurance !

Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

santeetudiante.com
Tél. : (514) 789-8772
Sans frais : 1 866 795-4432



_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 3

À LA UNE

En été, Montréal est un amphitryon presque parfait pour les dizaines de manifestations bouillonnantes que l'on appelle festivals. Parmi les gros paquebots que sont Juste pour rire, les Francofolies ou encore le nouveau Osheaga, une poignée de petites embarcations louvoient avec beaucoup de bonheur et parfois une bonne dose de stress. Votre été commence : si vous le passez dans les rues et les parcs de cette ville animée, faites bien votre choix. Car le choix, vous l'avez ! Nous, comme toujours, on vote pour les petits.

Lire p. 13 et p. 15

ILLUSTRATION DE LA UNE : CLÉMENT DE GAULEJAC

SOMMAIRE

CAMPUS

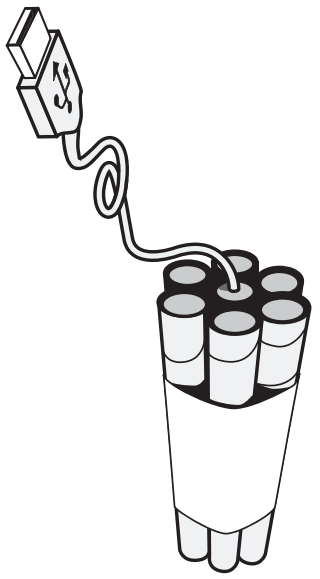
Bilan de la saison des carabins ..... p. 4
Ces généreux mécènes ..... p. 4
L'humanitaire en débat ..... p. 5
Outremont pris en grippe ..... p. 6
Ceci est mon corps ..... p. 7
Les communautés culturelles à l'Udem .... p. 7
Tête chercheuse ..... p. 9

SOCIÉTÉ

Égalité sociale pour les homosexuels :
État des lieux ..... p. 9
Cyberdépendance :
Web nouveau, nouvelles dépendances ? ... p. 10

MONDE

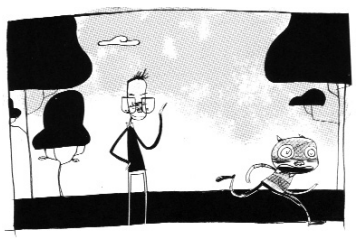
Cuisiniers sans frontières :
Cuistots à l'assaut de la famine ..... p. 11
Crimes verts : l'Union européenne
pense punir les pollueurs ..... p. 11
Google Earth et la géopolitique ..... p. 13



Définir les conflits armés :
pas un travail pour les cruches ..... p. 13

CULTURE

Festival : Suoni per il popolo ..... p. 13
L'interviewé : Francis Desharnais ..... p. 14
Saison des festivals :
Les petits festi-vaillants ..... p. 15
Lecture : *Espèces en voie de disparition* ... p. 16
La sérigraphie : Comment ça marche ? .... p. 17
Musique : Nine Inch Nails, Klaxons,
Julie Doiron, Low ..... p. 18
Bande dessinée : *Le marcheur anonyme* ... p. 18



Cinéma : *Quand j'étais chanteur* ..... p. 19
La page BD ..... p. 19

Quartier Libre

DIRECTEUR ET RÉDACTEUR EN CHEF
Maude L'Archevêque - redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Clément Sabourin
campus@quartierlibre.ca
Société / Monde : Marie-Michèle Giguère
societemonde@quartierlibre.ca
Culture : Julie Delporte
culture@quartierlibre.ca

DIRECTION ARTISTIQUE
Clément de Gaulejac - calculmental@vif.com

PHOTOGRAPHES
Marie-Soleil Desautels

ILLUSTRATEUR
Clément de Gaulejac - calculmental.org

BÉDÉISTES
Francis Desharnais, Marie Dauverné, Alice Von Berg

JOURNALISTES
Stéphane Delcourt, Virginie Doré Lemonde, Coralie Dumoulin, Alexandra Duranceau, Pascal Emond, Vanessa Gauvin Brodeur, Hélène Genest, Thomas Gerbet, Alexandra Herpin, Nicholas Lavallée, Gaétan Pouliot, Jean-François Rioux, Patricia Roy, Stéphane Waffo

CORRECTEURS
Dominique Charland, Pascal Lamblin, Julie Leroux

INFOGRAPHIE
Zirval Design • info@zirval.com

PUBLICITÉ
Accès-Média (524-1182)
www.accesmedia.com

COMPTABILITÉ
Mélanie Bouchard

IMPRESSION
Payette & Simms

DISTRIBUTION
R.C. Graphiques

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : (514) 343-7630 • Téléc. : (514) 343-7744
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 7 000 copies.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre du Carrefour international de la presse universitaire francophone (CIPUF - www.cipuf.org)

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
29 août 2007
PROCHAINE TOMBÉE
22 août 2007

ÉDITO

LE PREMIER MOTEUR

Maude L'ARCHEVÊQUE

C'est peut-être absurde de croire. Mais croire, ce n'est déjà plus croire, c'est viser. Croire qu'on va enrayer la faim dans le monde. Que l'égalité est possible. Qu'un jour, on va arrêter de trouver des raisons de se tirer dessus. Qu'on va tomber amoureux pour vrai. L'important, c'est de ne pas rester éteints.

S'il y a quelque chose qui a informé cette année sur le campus de l'UdeM, c'est probablement cette quête d'absolu. On a beaucoup critiqué la FAÉCUM de se battre pour quelque 60 $ par session à travers sa lutte contre les frais afférents technologiques imposés par le rectorat, mais on oublie souvent de mentionner qu'aucune autre attitude que l'indignation n'était possible. Du moment que la FAÉCUM avait la position de gel des frais de scolarité qui est la sienne, il devenait intenable de supporter un dégel déguisé des frais de scolarité imposé à l'interne. Soixante dollars, c'est peu, mais les atteintes à la moralité ne se comptent pas en chiffre. On se bat rarement pour des chiffres, ce n'est pas très excitant, des chiffres. C'est pour les idées qu'on se bat. Et il suffit d'une petite entaille pour que le principe soit irrémédiablement écorché.

On risque de se retrouver au plan du mouvement étudiant national avec une situation très similaire à celle qui a prévalu sur le campus de l'UdeM cette année. Quelques heures avant d'imprimer ces pages, le nouveau gouvernement libéral l'annoncait : les droits de scolarités seront dégelés dès septembre 2007. Comme promis pendant la campagne électorale, chaque étudiant devra débourser 50 $ de plus à chaque session, ce au cours des cinq prochaines années. Cela devrait représenter une augmentation d'environ 33 % d'ici 2012. Si certains croient que l'année prochaine sera une année de grande mobilisation, qu'on refera la grève et peut-être même la révolution, la triste réalité sera probablement tout autre : peu d'étudiants seront probablement enclins à donner du temps et de l'énergie pour 50 $ par session. On a vu cette année ce que les étudiants de l'UdeM étaient prêts à faire pour 60 $ par session, c'est peu probable que l'engagement soit bien plus grand pour 10 $ de moins.

Quand j'étais petite, mon grand-père Alcide me répétait toujours : *« Pas capable, y'est mort. Son petit frère s'appelle Essaye. »* Les chances de mobilisation et de réussite sont minces, mais je nous invite à croire un peu. À croire qu'il est possible de vaincre le dégel des frais de scolarité qui sera inévitablement décrété par le gouvernement Charest et, peut-être, à changer un tout petit peu le monde dans l'aventure. Il ne suffit pas de croire et d'attendre que nos leaders fassent tout à notre place. La croyance ne peut être qu'un prétexte pour l'action. La croyance comme premier moteur. Croire à la possibilité d'un monde meilleur, c'est déjà une obligation de le rendre meilleur. Car si la situation peut s'améliorer, il en va de notre devoir de le faire. Il faut savoir risquer sa peau, savoir se mettre soi-même en jeu.

Croire sans abandonner son sens critique, croire sans s'asseoir sur sa chaise, croire sans croire que c'est suffisant. Mieux vaut un but futile que pas de but du tout.

***

Marie-Michèle et Julie rêvent d'écrire un livre. Clément a une vocation pour le journalisme – il ne se trouve pas très original. Quand il est quétaine, il a une vocation pour les voyages. J'avais promis de ne pas parler d'eux, mais j'aimerais les remercier. Pour la passion, pour l'indignation, pour les rires, pour les idées, merci. Pour l'abus d'alcool, pour les chansons, pour la folie, merci. Merci pour cette année, une des plus belles de ma vie.

LE Quartier Libre DEVRA BIENTÔT COMBLER LES POSTES DE :

- **Directeur et rédacteur en chef**
- **Chef de pupitre, section Société-Monde**

Vous pouvez faire parvenir curriculum vitæ, lettre de motivation et exemples d'articles publiés à : info@quartierlibre.ca

Pour une description complète des tâches, visitez le www.quartierlibre.ca

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 4

LES CARABINS TIRENT LEUR ÉPINGLE DU JEU

Bilan positif pour les Bleus de l'Université de Montréal : football, soccer, volley-ball, natation, badminton, golf, ski alpin ou tennis , les 300 athlètes ont rarement déçu. Pour Benoit Mongeon, responsable des communications des Carabins, il s'agit d'une année mémorable, qui permet d'espérer beaucoup pour la prochaine saison. *« Il est encore tôt pour fixer les objectifs de toutes les équipes des Carabins, mais nous sommes en constante progression. Les équipes performent et le recrutement va bon train. »*

Alexandra **DURANCEAU**

PHOTOS : COURTOISIE CEPSUM

Soccer à l'honneur

Une des plus belles réalisations de l'année 2006 revient sans contredit à l'équipe masculine de soccer. Cette année, les Carabins ont remporté un cinquième titre en saison régulière et un quatrième championnat provincial consécutif. Seule ombre au tableau : une défaite en demi-finale du championnat de Sport interuniversitaire canadien (SIC), le 10 novembre dernier, à Edmonton, les obligeait à concourir pour la troisième position. Dans des conditions hivernales, ils ont tout de même remporté le match et une médaille de bronze pour la deuxième fois de leur histoire.

De son côté, l'équipe féminine de soccer s'est reprise de belle façon. Après une fin de saison régulière écourtée par une défaite en quart de finale aux dépens de l'Université Laval, les joueuses se sont rattrapées en remportant leur tout premier titre provincial au championnat de soccer intérieur. *« Nous avons subi une défaite crève-cœur en prolongation contre Laval et le résultat ne reflète pas le déroulement du match. Par contre, nous avons appris de cette défaite et sommes allées chercher l'or au championnat provincial intérieur. Cela démontre la force de caractère de notre équipe et laisse présager le meilleur pour la saison à venir »*, explique Véronique Laverdière, une attaquante qui termine sa première saison avec les Carabins.

Succès aquatiques

Impossible de passer sous silence la performance d'Audrey Lacroix, représentante de l'équipe de natation de l'Université de Montréal. À quatre reprises, elle est montée sur la plus haute marche du podium lors du Championnat de Sport interuniversitaire canadien (SIC), tenu à Halifax à la fin du mois de février. Elle a également participé aux championnats du monde des sports aquatiques de la FINA (Fédération internationale de natation) à Melbourne à la fin mars, où elle a terminé au cinquième rang mondial lors du 200 mètres papillon, en plus d'abaisser le record canadien de l'épreuve.

Golf

Cet automne, l'équipe de golf des Carabins s'est bien débrouillée. Après une deuxième position des filles et une troisième position des garçons au Championnat provincial, les dames ont remporté la classique Island Cup Invitational, qui se tenait à l'Ile-du-Prince-Édouard. Il s'agissant du premier titre de l'histoire du volet féminin.

Football sans les pieds

Côté football, l'équipe, dotée d'un nouveau personnel d'entraîneurs, s'est plutôt bien défendue. Forts d'une fiche de deux défaites et de six victoires, dont une très importante contre les Rouge et Or de l'Université Laval, qui ont finalement gagné le championnat, les Carabins se disent satisfaits. *« Notre déception est sans contredit notre élimination en demi-finale provinciale face aux Stingers de Concordia. Après le* « high » *émotif vécu lors de notre dernier match de la saison régulière contre Laval, j'ai l'impression que l'équipe est tombée un peu à plat contre Concordia. Nous avons appris de cette expérience et nous serons mieux préparés l'année prochaine »*, raconte Marc Santerre, entraîneur chef de la formation. Les objectifs sont déjà fixés pour la saison prochaine. En ligne de mire : la coupe Vanier, remise aux gagnants de la finale du championnat canadien de football universitaire. Le recrutement est complété à 98 % et l'équipe sait d'avance qu'elle pourra compter sur de bons éléments tels François Bruno, considéré comme le meilleur joueur de 20 ans et moins par Football Québec.

Volleyeurs volés

Les volleyeurs et volleyeuses de l'UdeM se sont également démarqués cette année. Les filles ont connu leur meilleure saison en affichant un cumulatif de 23 victoires et seulement deux défaites, ce qui leur permettait de terminer au premier rang et de participer au championnat de volleyball féminin de SIC. Suite à une défaite face aux Dinos de Calgary en ouverture du tournoi, qui les reléguait dans la poule B, elles ont relevé la tête et ont remporté tous les matchs suivants pour terminer au cinquième rang. Du côté masculin, les Bleus ne se sont inclinés qu'en finale provinciale.

SUITE EN PAGE 5

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 5

SUITE EN PAGE 5

Ça farte !

L'équipe de ski alpin n'a fait qu'une bouchée de ses adversaires lors du championnat provincial qui se déroulait les 16 et 17 mars derniers au Mont-Garceau. Pour une deuxième saison consécutive, les skieurs de l'UdeM ont réalisé le triplé en mettant la main sur les bannières en féminin, en masculin ainsi qu'au combiné. Nette domination des Carabins dans ce sport puisque chez les hommes et en combiné, ces deux conquêtes sont les huitièmes consécutives.

Raquettes

En badminton, soulignons la performance d'Isabelle Mercier-Dalphond, qui a été élue « athlète de la semaine au Québec » sur la scène du sport universitaire deux fois cette saison. L'étudiante en droit a également remporté le titre en simple féminin lors de l'épreuve individuelle du championnat provincial qui avait lieu en mars, à l'UQÀM. À noter : les Carabins ont terminé deuxième du classement par équipes de ce même championnat. La performance de l'année pour l'équipe de tennis des Carabins est sans aucun doute leur victoire surprise aux dépends des Greyhounds d'Assumption College au Massachusetts, une équipe classée au vingt-sixième rang de la deuxième division de la NCAA (National Collegiate Athletic Association).

Conférence de Rony Brauman

L'AIDE HUMANITAIRE, UN OUTIL DE PROPAGANDE ?

Le samedi 14 avril, l'ancien président de Médecins Sans Frontières (MSF), Rony Brauman, débattait avec Régis Debray, philosophe et écrivain, des convergences et des divergences entre politiques humanitaires et politiques étrangères des gouvernements. *Quartier Libre* était là.

Alexandra HERPIN

Les propos de Rony Brauman et de Régis Debray ont été bien accueillis par un public nombreux – environ 80 personnes – et éclectique. Dès le début de la conférence, M. Brauman frappe les esprits en rapportant les propos de Condoleeza Rice, actuelle secrétaire d'État des États-Unis, qui aurait qualifié le tsunami indonésien de décembre 2004 de *« merveilleuse opportunité pour venir en aide à un pays musulman »*. Ces propos ont interpellé M. Brauman : *« S'il est vrai que l'on peut dire sans aucune hésitation des opérations menées par les Américains qu'elles sont de secours, j'hésite à employer le terme d'humanitaire, dans la mesure où ces opérations deviennent un outil de communication pour la politique étrangère des États-Unis. »* Dans le même ordre d'idées, M. Brauman s'interroge sur l'action du Hezbollah au Liban : *« Sont-ils mus par des sentiments humanitaires lorsqu'ils reconstruisent des quartiers ? On ne peut pas le savoir. »*

À travers ces deux situations, l'ancien président de MSF tente d'interpréter la perception des Occidentaux à l'égard de l'aide humanitaire : *« Il existe une sorte de ligne entre l'action humanitaire des civilisés et celle des barbares. Dans cette vision linéaire, le camp des bons et celui des méchants est clairement distingué. »* Ces propos ont retenu l'attention de Lynda, une jeune dentiste qui assistait au débat. À la suite de la conférence, elle s'interroge désormais sur *« le bien-fondé des interventions humanitaires »*, et se demande *« jusqu'à quel point les grandes puissances s'allouent un rôle de bien pensant. »*

LE DEVOIR D'INGÉRENCE ?

Lorsque Ryoa Chung, professeure d'éthique et de philosophie, aborde la question de l'ingérence, M. Brauman est catégorique : *« La question de la souveraineté ne se pose pas car l'humanitaire se met au service des gouvernements pour leur permettre de réaliser leur mission sociale. »* Selon lui, *« l'humanitaire n'a pas à être neutre, il doit être impartial. »* Ce sujet a fortement interpellé Aurélie, étudiante à l'Université de Montréal, qui reproche aux gouvernements d'*« utiliser l'aide humanitaire pour s'immiscer dans la vie politique des pays en difficulté. »*

Considérant l'attitude des populations et la réaction des gouvernements, Régis Debray explique que l'aide humanitaire est *« une réponse au contraste entre l'émotion suscitée par l'image et les capacités objectives de mobilisation des gouvernements. Le devoir des institutions est de corriger l'impartialité affective des populations. »* Venu présenter les conférenciers, Jean-François Lisée – actuellement directeur exécutif du CÉRIUM et ancien conseiller des premiers ministres québécois Jacques Parizeau et Lucien Bouchard – mentionne sur ce thème que : *« L'intervention humanitaire est souhaitable, sinon admirable. Toutefois, elle se fait toujours dans un contexte qui dépasse en complexité la réaction bien pensante qui est à son origine. Il faut faire en sorte que la compassion ne remplace pas les responsabilités des acteurs. Le risque, c'est de sacraliser l'intervention et d'évacuer les autres variables parfois locales et mêmes internationales. »*

Durant le débat, M. Debray avait en effet présenté l'approche médiologique comme étant *« l'étude des médiations techniques de la culture »*. En d'autres termes, elle permet d'établir une corrélation entre les activités symbolique (culture, politique, idéologie etc.) et les formes d'organisation et d'autorité introduites. Pour sa part, Yves Racicot, réalisateur et enseignant, à été impressionné par *« la pertinence et la justesse des propos de M. Debray : il donne une vision d'ensemble en replaçant dans son contexte l'aide humanitaire. Son approche médiologique permet de mieux comprendre comment les sociétés se représentent les choses. »*

Le Club des gouverneurs du sport d'excellence de l'UdeM

LES CARABINS ONT LEURS MÉCÈNES

Jean Coutu, la SAQ et Hydro-Québec sont quelques unes des compagnies québécoises qui apportent leur soutien financier aux Carabins de l'Université de Montréal. Réunis au sein du Club des gouverneurs, ils versent 20 % du budget des Bleus. En échange, ils n'ont ni publicité, ni implication dans les décisions et encore moins de garanties sur les résultats sportifs. Après cinq ans de présence, quel bilan tirer de l'action de ces généreux donateurs ?

Thomas GERBET

Ils sont 25 « gouverneurs », de Normand Legault, PDG du Grand Prix F1 du Canada, à Thierry Vandal, PDG d'Hydro-Québec, en passant par Robert Dutton, président et chef de la direction de Rona. Même si les activités de leurs compagnies ont rarement un lien avec le monde sportif, ils soutiennent financièrement les équipes des Carabins de l'Université de Montréal. En cinq ans, ils ont injecté près de 1,5 millions de dollars, soit une contribution annuelle à hauteur de 20 % du budget des Bleus. Avec cet apport financier, les activités des Carabins bénéficient de programmes d'entrainement plus complets, d'un encadrement académique et professionnel de meilleure qualité.

DONNER SANS RIEN EN ÉCHANGE

Les membres du Club des gouverneurs et leurs compagnies ne sont pas des commanditaires. *« Ce sont simplement des personnalités du monde des affaires qui ont à cœur le développement du sport universitaire »*, indique Paul Krivicky, directeur général du complexe sportif de l'UdeM (CEPSUM) et des équipes des Carabins. Les gouverneurs ne sont pas tous d'anciens étudiants de l'Université de Montréal, ni même d'anciens sportifs de haut niveau. Au-delà du fait qu'il existe des avantages fiscaux pour les dons d'entreprises aux associations, il semble que le Club des gouverneurs se considère simplement comme une bonne fée qui croit sincèrement en les vertus du sport scolaire. C'est ce qu'explique Michel Tremblay, membre du comité directeur de la Banque Nationale et vice-président du Club des gouverneurs : *« Notre objectif est de sensibiliser la communauté des affaires à l'importance du sport universitaire, car, non seulement, cela apporte un sentiment d'appartenance et de fierté aux étudiants mais car cela permet aussi d'attirer de bons universitaires. »*

Ces « généreux mécènes » du sport ne retirent de leurs dons aucun bénéfice publicitaire pour leurs compagnies, si ce n'est d'être parfois cités en remerciement dans des publications. *« C'est le sport scolaire qu'on cherche à faire connaître, pas nous »*, argumente M. Tremblay. Les gouverneurs ne bénéficient pas non plus d'un poids dans les décisions des Carabins. *« On a confiance en eux et on est convaincu qu'ils vont utiliser l'argent de la meilleure façon possible »*, ajoute-t-il. Leurs dons ne sont pas non plus soumis aux bons résultats des Bleus. Toutefois, *« s'il advenait, de manière répétée, de mauvais comportement de la part des Carabins, nous pourrions repenser notre aide financière »*, prévient-il. *« Il faut tout simplement que la philosophie des Carabins continue de coïncider avec nos valeurs. »*

SPORT ET ARGENT DANS LES AUTRES UNIVERSITÉS

Dans d'autres universités québécoises, des groupes de donateurs existent aussi, *« mais ils sont plus centrés sur certaines équipes »*, indique M. Krivicky. À Sherbrooke par exemple, la coopération est axée sur l'équipe de football. *« C'est beaucoup plus visible pour les commanditaires*, explique-t-il, *mais là, ils ont leur mot à dire dans les décisions. »* Avec 200 compétitions chaque année, dont la moitié à l'extérieur, les Carabins ont besoin d'un financement important. En plus du Club des gouverneurs, des commanditaires apportent environ 150 000 dollars par année auxquels viennent s'ajouter les financements du CEPSUM et de l'UdeM pour un budget annuel d'environ 1,5 millions de dollars. Une somme importante mais qui reste néanmoins faible si on la compare avec le budget de l'équipe de football de l'Université Laval, qui équivaut à lui seul à l'ensemble du budget des équipes de Carabins. L'argent ferait-il le bonheur en sport ? Les Rouge et Or de Laval ont en tout cas remporté les deux derniers championnats de football universitaire.

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 6

École de santé publique

GARE ORPHELINE

L'hypothèse que la future École de santé publique de l'UdeM ne soit pas construite sur le futur campus d'Outremont, mais à proximité du futur CHUM, a relancé la polémique : le projet de réaménagement de l'ancienne gare de triage a-t-il été mal conduit ? C'est en tout cas l'avis du syndicat des professeurs.

Stéphane DELCOURT

La scène se déroule le 19 mars dernier, au cours de l'Assemblée universitaire : *« Un professeur [...] souhaite vérifier la véracité de la rumeur selon laquelle on songerait à installer l'École de santé publique au sud du futur CHUM, près du centre-ville. Il s'étonne qu'un tel projet puisse être mis de l'avant en même temps que celui d'un campus à Outremont. Le vice-recteur exécutif* [Guy Breton] *admet que ce futur emplacement est effectivement considéré à titre d'hypothèse. »* Cette phrase, tirée du compte-rendu produit par le Syndicat général des professeurs de l'UdeM (SGPUM), traduit l'état d'appréhension dans lequel se trouvent certains professeurs ainsi qu'une partie de la communauté universitaire au sujet du projet de futur campus.

Michel Seymour, le professeur à l'origine de la question sur l'École de santé publique, ne semble visiblement pas satisfait de la réponse de M. Breton: *« Je trouve curieux que l'École de santé publique soit logée au sud du CHUM Saint-Luc. On aurait pu s'attendre à la voir logée sur le futur campus Outremont »*. Tout en reconnaissait qu'il ne s'agissait pour l'Université que d'*« une hypothèse »*, il pense que *« des négociations et des tractations se poursuivent en haut lieu »*. S'il craint qu'une décision soit prise *« sans mettre les principaux intéressés dans le coup »*, il promet de rester attentif.

En février 2006, la SGPUM avait lancé un forum de discussion au titre pour le moins révélateur : *La gare de triage d'Outremont: l'UdeM a-t-elle raison de l'acquérir ?* Le syndicat s'interrogeait alors sur le manque d'informations et de communication entre le rectorat et les autres acteurs de l'Université mais aussi sur la pertinence à multiplier les antennes d'un campus déjà considérablement éclaté. Mais depuis, l'Université a fait l'acquisition du terrain, des plans d'aménagement et de construction ont été produits et des audiences publiques sont en cours présentement à la ville de Montréal. Jean Portugais, deuxième vice-président de la SGPUM, parle d'un *« dossier précipité* [qui] *comporte des risques financiers considérables pour l'Université »*. Dans un mémoire récemment publié, son organisation parle d'une décision d'achat *« très peu consensuelle »*, et réclame *« la tenue d'un moratoire d'une année à la fois sur le projet de second campus et sur la démarche institutionnelle de réaménagement et répartition des espaces »*.

Selon M. Portugais, le dossier du campus d'Outremont comporte des risques financiers pour l'Université : *« Les états financiers actuels montrent que le déficit accumulé est de 690 millions de dollars et que le déficit courant sera de l'ordre de 100 millions de dollars. Lorsque l'on se rappelle qu'il manque 200 millions de dollars pour l'entretien du parc immobilier actuel – vétusté, toitures, mise à niveau, etc.–, il est très difficile de comprendre comment l'Université peut se lancer dans une telle aventure. Le SGPUM n'est pas contre le projet Outremont, mais il s'inquiète vivement de la situation financière de l'Institution, et questionne la gestion des priorités de l'administration. »*

Autre source d'inquiétude pour le syndicat des professeurs : d'éventuels désagréments causés au voisinage. *« Nous sommes inquiets en ce qui concerne les droits des riverains, non seulement ceux d'Outremont, mais également ceux de Parc-Extension »*, confie le vice-président du SGPUM.

Pour toutes ces raisons, M. Portugais demande, au nom de son organisation, qu'un moratoire d'une année soit instauré, afin *« que la communauté s'approprie le projet et le bonifie, quitte à envisager des alternatives sur le campus actuel »*. Quant à l'école de santé publique, il conclut qu'*« il faudra aussi que la réflexion soit intégrée à l'ensemble des considérations sur le calcul et les solutions du problème de déficit d'espaces physiques »*.

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 7

Comité étudiant

MANGER EN TOUTE LÉGALITÉ SUR LE CAMPUS

Trois fois par semaine, le comité étudiant Faim du monde distribue gracieusement aux étudiants dans le besoin de la nourriture récupérée dans des épiceries et des boulangeries. Pourtant, le caractère légal de la démarche, qui a cours depuis septembre 2006, reste flou.

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Vanessa GAUVIN BRODEUR

Chaque lundi, mercredi et vendredi midi le comité Faim du monde distribue de la nourriture récupérée de grandes et petites surfaces incapables de la vendre. Le comité passe tôt le matin dans ces magasins, et récolte les aliments qui s'apprêtent à finir aux poubelles. « *On se soucie également de la nutrition des étudiants. Certains possèdent peu de moyens et n'osent pas demander de l'aide afin de bien se nourrir* », explique Angélique Soleil Lavoie, une des responsables du comité. Elle affirme que beaucoup d'étudiants viennent chaque semaine. « *Ça dépend des jours, mais il y a des réguliers. Ils reviennent parfois chercher deux ou trois miches de pain par jour. On donne tant qu'on a.* »

Comparé au People's Potatoes de Concordia ou au Midnight Kitchen de McGill, qui opèrent cinq fois par semaine dans leurs propres cafétérias, le comité Faim du Monde ne possède pas de cuisine. « *Nous voudrions en avoir une éventuellement, si l'équipe s'agrandissait et que nous avons plus de moyens, de nourriture et de bénévoles* », avoue Mme Lavoie. Il faudrait alors passer par l'administration de l'Université et obtenir une accréditation.

Alain Vienneau, responsable des actions humanitaires et communautaires de l'Université de Montréal, affirme que le comité Faim du monde « *n'est, en principe, pas autorisé* ». Même s'il n'existe pas de politique claire sur les comités à ce jour, les groupes d'intérêt doivent tout de même être reconnus par l'UdeM en ayant une charte et en fournissant le nom de chacun de leurs membres, qui doivent être liés à l'UdeM en tant qu'étudiant ou membre du personnel. « *Mais je ne voudrais pas que l'on dise qu'il n'existe aucune politique. Il y en a une qui s'inscrit dans la politique d'affichage et de location des locaux pour les groupes et les comités à l'université,* précise M. Vienneau. *Nous travaillons actuellement sur l'établissement d'une politique claire.* » En ce qui concerne la réglementation sur la nourriture, « *il faut s'assurer que les aliments périssables comme la viande et le lait soient entreposés correctement et respecter les dates* », explique Martha Crago, vice-rectrice au rectorat chargée de l'international et de la vie étudiante. Mme Lavoie affirme que l'Université ne les a jamais contactés et qu'ils n'ont jamais eu de problèmes quant à leurs activités : « *Je ne pense même pas que l'Université sait que l'on existe !* ». Angélique et son groupe n'affichent pas (contrairement aux débuts du comité) puisqu'ils estiment que le bouche à oreille est plus efficace. Tous se retrouvent et entreposent la nourriture à distribuer dans un local de l'association de Science politique et études internationales (AÉSPÉIUM). « *Il s'avère qu'un grand nombre de bénévoles du comité sont des étudiants en études internationales* », explique Christian Gour, un des responsables de l'association.

Francis Hogue, coordonnateur aux affaires associatives de la FAÉCUM, explique que les comités et les groupes d'intérêt ne font pas partie du domaine de la Fédération : « *Depuis le dernier congrès, l'an dernier, on ne s'occupe plus des groupes d'intérêt. On peut les aider pour le financement, nos programmes de subventions sont toujours valables, mais ils ne sont pas reconnus par la FAÉCUM.* » M. Hogue soutient toutefois qu'il est très rare que les comités ne soient pas reconnus par l'UdeM si ceux-ci en font la demande.

Associations ethniques sur le campus

DIVERS CITÉ

Qu'on les appelle groupe d'intérêt, club étudiant ou tout simplement association, il existe sur les campus des universités montréalaises un certain nombre de groupes représentant des différentes catégories d'étudiants. Survol.

Stéphane WAFFO

Lena Arslanian est présidente de l'association des étudiants arméniens de l'UdeM (AÉAUM). Elle explique que son association vise à « *regrouper la communauté des étudiants arméniens pour maintenir leur relation avec leur culture et faciliter les rapprochements entre eux* ». C'est également le but recherché par la majorité des groupes d'intérêts de l'UdeM. C'est ainsi que, sur son site Internet, l'Association des étudiants haïtiens de l'UdeM (AÉHUM), explique vouloir « *faciliter la communication et la réflexion entre étudiants haïtiens sur des problématiques* [les] *touchant particulièrement* », de même qu'elle souhaite « *favoriser l'intégration et l'épanouissement des étudiants haïtiens dans le milieu universitaire et dans la société québécoise* ».

Dan Hadad responsable, du centre Hillel-UdeM, va dans le même sens que les autres organisations. Il explique que son regroupement, qui compte près de 500 membres, est avant tout un lieu de « *rencontre, d'échange et de détente pour les étudiants juifs de l'UdeM* ». Pour cela, « *des kiosques d'information ainsi que des activités quotidiennes ou des conférences sont organisées à travers le campus* ». Il signale aussi qu'il arrive parfois que des activités conjointes soient organisées en collaboration avec d'autres groupes d'intérêts.

Jean-Philippe Fortin et Marie-Andrée L'Esperance, responsables à l'Action humanitaire et communautaire – unité affiliée aux Services aux étudiants (SAÉ) –, rappellent d'ailleurs qu'un groupe existe depuis 1999 pour aider les groupes d'intérêts. Ils expliquent que l'idée consiste à mettre à disposition « *un espace stimulant pour des groupes qui se préoccupent de questions humanitaires, communautaires ou interculturelles sur le campus* ». En dépit de la leurs surfaces restreintes, ces locaux permettent aux groupes de posséder « *une adresse postale, une ligne téléphonique avec boîte vocale et un ordinateur avec imprimante* ».

L'EXEMPLE DES TROIS AUTRES UNIVERSITÉS

Ailleurs à Montréal, on constate que la situation est sensiblement identique à celle de l'UdeM. À l'UQÀM, la reconnaissance des groupes dépend du Service aux étudiants. Après vérification sur leur site internet, il s'avère qu'une grande majorité des « *groupes agrées* » possède des numéros de locaux et de téléphones différents. À Concordia, Angelica Novoa, vice-présidente du « Clubs and Services » souligne qu'en raison du manque d'espace, il est difficile de loger toutes les associations ou groupes d'intérêts. Néanmoins, elle précise que sur les 60 groupes accrédités, une vingtaine ont tout de même accès à leurs propres locaux, en plus, d'« *une salle informatique spécialement réservée à l'usage de ces groupes d'intérêt* ». Toutefois, elle insiste sur le fait que l'Université Concordia est une toute petite université avec seulement quatres facultés contrairement aux autres institutions universitaires de Montréal. Quant à l'Université McGill, c'est également par le biais de l'association étudiante (AÉUM) que la reconnaissance se fait. Sur la centaine de « clubs » reconnus aujourd'hui, une trentaine dispose de son propre bureau.

Processus de reconnaissance des groupes d'intérêt

Pour être reconnu au sein du campus comme groupe d'étudiants, une demande doit être formulée auprès des Services aux étudiants (SAÉ). Selon Alain Vienneau, responsable de ce dossier, « *on parle plutôt de groupes d'intérêts pour ne pas confondre avec l'appellation « association étudiante », qui fait référence aux associations académiques* ». Contrairement aux associations académiques, qui doivent tenir un référendum auprès des étudiants de leur unité, les groupes d'intérêts se constituent à partir d'une charte rédigée, d'une liste précisant le comité exécutif formé ainsi que de la liste de tous les membres formant le regroupement. Chaque année, près d'une vingtaine de regroupements renouvellent leur accréditation afin de se prévaloir des privilèges inhérents. Essentiellement, Alain Vienneau souligne qu'il s'agit d'avoir « *le droit d'utiliser le nom Université de Montréal et de réserver des espaces pour des activités à l'interne* ». À noter : la FAÉCUM ne reconnaît plus les groupes d'intérêts ou clubs étudiants. Toutefois, n'importe quel groupe d'étudiants a toujours la possibilité d'y déposer une demande de subvention.

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 8

Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal • 514.343.5947 • www.faecum.qc.ca

FAÉCUM

Règlements de l'Université
et droit civil général

Interprétation et application
Assistance et conseil
pour les étudiants

**Conseiller
en règlements**

Service gratuit
Confidentialité

3200 Jean-Brillant, local B-1265
514.343.5947

FAÉCUM

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 9

CAMPUS

Tête chercheuse

Mamoudou Gazibo

PENSER L'AFRIQUE AVEC OPTIMISME

Professeur au Département de science politique de l'Université de Montréal, Mamoudou Gazibou se passionne pour le continent africain. Il a publié cet automne un ouvrage de base pour comprendre cette vaste région, *Introduction à la politique africaine.* Rencontre avec un observateur lucide de l'Afrique, mais tout de même optimiste.

Gaétan POULIOT

PHOTO : GAÉTAN POULIOT

Quartier Libre : Quels sont les grands défis de ce continent ?

Mamoudou Gazibo : D'abord, le premier défi, c'est la sécurité. Sans cela il n'y a pas d'État ni de bases pour en construire un. Ensuite, la démocratisation de l'Afrique est un enjeu important, puisqu'à la suite de la période de décolonisation, entre 1960 et 1990, les pays africains ont fait face à des régimes autoritaires dévastateurs. Finalement, la question du développement est aussi primordiale. Les Africains ont compris qu'ils devaient aller vers des processus d'intégration. Bien que plusieurs projets n'ont pas réussi dans le passé, il faut poursuivre. Les idées de l'intégration africaine sont bonnes. Il n'est toutefois pas encore le temps de tirer des conclusions définitives des projets comme le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et l'Union africaine, qu'elles soient optimistes ou pessimistes, car ils sont trop récents.

Q. L. : Êtes-vous optimiste quant à l'avenir de l'Afrique ?

M. G. : Oui, certainement. Il est vrai que si l'on regarde l'évolution de l'Afrique ces 40 dernières années, on constate qu'à plusieurs égards les États ont stagné ou même régressé. Mais je vois aussi des progrès. En matière de démocratie, notamment. En 1990, il n'y avait que trois ou quatre pays qui avaient une démocratie pluraliste. Aujourd'hui, presque tous les pays du continent ont une vie politique multipartisane, des associations et une presse indépendante. Oui, il y a des défis à relever, mais, en même temps, il y a des progrès qui sont assez importants. Même au plan économique, l'Afrique est en croissance depuis cinq ou six ans. Par ailleurs, les pouvoirs sont de moins en moins omnipotents et la société civile se réveille de plus en plus. Tout cela devrait mener à quelque chose de plus lumineux que ce qu'on a vu jusqu'à présent.

Q. L. : Verrons-nous des améliorations d'ici 50 ans ?

M. G. : À mon avis, c'est incontournable. Si je ne les vois pas, je commencerai vraiment à être pessimiste. Les gens ne sont pas autant amorphes que l'on croit en Afrique.

Q. L. : D'où viendra le développement de cette région ?

M. G. : Ce n'est pas simple, mais le premier fondement d'une renaissance est interne. Il faut qu'il y ait une société civile qui s'organise et il faut des contre-pouvoirs. Ainsi, il y aura un équilibre entre les citoyens et l'État, ce qui empêchera les dirigeants de faire n'importe quoi. Ils ne pourront plus piller les ressources impunément. En plus, l'Afrique a besoin d'une élite qui soit visionnaire et innovatrice.

D'autre part, l'aide internationale est importante, mais elle n'est pas le facteur le plus déterminant. Elle est souvent octroyée par des pays qui ont leur propre agenda et n'aide pas toujours ceux que l'on croit.

Q. L. : Y a-t-il des acteurs extérieurs qui pourraient transformer l'avenir du continent ?

M. G. : Oui, un autre facteur qu'il faut prendre en compte, c'est la Chine ! L'arrivée de ce pays sur la scène africaine va changer la donne. À court terme, les échanges avec les Chinois seront plus profitables pour l'Afrique que ne l'ont été ceux avec les Européens. Toutefois, il faut faire attention, parce que la présence de cet acteur posera de nouveaux défis. Par exemple, est-ce qu'il soutiendra des régimes beaucoup trop autoritaires, comme ceux du Soudan et de l'Angola ? Cela dit, la Chine est maintenant à considérer comme un acteur important dans toute analyse sur l'Afrique.

Introduction à la politique africaine,
Mamoudou Gazibo, 2006, PUM

SOCIÉTÉ

Stratégie nationale de lutte contre l'homophobie

L'ÉGALITÉ SOCIALE SORT DU PLACARD

Le Groupe de travail contre l'homophobie a rendu public ses recommandations dans un rapport intitulé *De l'égalité juridique à l'égalité sociale : vers une stratégie nationale de lutte contre l'homophobie.* En effet, malgré des victoires juridiques, l'égalité sociale est loin d'être acquise pour les homosexuels.

Hélène GENEST

Leo, qui a deux mères, vit parfois l'homophobie. Cependant, selon le Groupe de travail mixte contre l'homophobie, les choses pourraient s'améliorer si le gouvernement québécois adopte ses recommandations publiées le 6 mars dernier sous le chapeau de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec (CDPDJ). *« Le seul moment où j'ai ressenti une tristesse chez mon fils Leo, c'est quand il était taquiné à l'école. Il était triste parce qu'il se sentait différent, et les enfants ne sont pas gentils lorsqu'il y a des différences »*, témoigne sa mère, Mona Greenbaum, coordonnatrice de l'Association des mères lesbiennes (AML) du Québec et membre du groupe de travail.

HOMOPHOBES, LES QUÉBÉCOIS ?

Selon Marc-André Dowd, vice-président de la Commission et directeur du Groupe de travail mixte, le rapport pose le constat que l'homophobie existe au Québec et que la communauté gaie, lesbienne, bisexuelle et transgenre (LGBT) a des besoins qui lui sont propres et auxquels les recommandations cherchent à répondre. La CDPDJ recommande l'adoption d'une politique nationale de lutte contre l'homophobie, chapeautée par un ministre désigné. *« La meilleure façon de faire échouer un projet, c'est de ne pas nommer un responsable »*, souligne M. Dowd.

Le CDPDJ suggère aussi la mise sur pied d'une structure administrative, d'un plan d'action et d'une campagne nationale de sensibilisation à la lutte contre l'homophobie, similaire à celles contre l'alcool au volant et le tabagisme. Une telle campagne servirait à contrer, explique M. Dowd, *« l'absence totale de représentation positive pour les jeunes gais et lesbiennes »*. La Commission fait mention des besoins criants des organismes communautaires LGBT et recommande que du financement stable et récurrent leur soit attribué. Le document conclut en soutenant la mise sur pied de chaires de recherche sur les réalités des LGBT.

ENFANTS DE FAMILLES HOMOPARENTALES

Selon Diane Labelle, représentante du groupe de travail l'Association bispirituelle du Québec – organisme qui regroupe les personnes homosexuelles autochtones – l'homophobie ne se présente pas uniquement dans des situations extrêmes. *« Il y a beaucoup de petits gestes homophobes, c'est très pernicieux »*, dit-elle. Pour cette mère de deux enfants, les commentaires homophobes commencent bien avant le secondaire. *« Bien que l'école privée que fréquente mon garçon sur la réserve indienne à Kahnawake soit de plus en plus responsable quant à l'homophobie, il y a toujours des individus qui posent des gestes homophobes. »*

Mme Labelle a choisi de vivre dans la réserve. *« Les lesbiennes autochtones sont très peu visibles et souffrent de triple discrimination. D'abord, du racisme de la population en général, d'homophobie aiguë en provenance de la communauté culturelle et de sexisme, en tant que femme et chef de foyer,* remarque-t-elle. *Un constat qui est triste à faire pour une société à la base matriarcale. »*

Au cours de la conférence de presse, Mona Greenbaum, de l'AML, s'est dite surprise des questions posées par les journalistes présents, qui cherchaient à chiffrer l'homophobie au Québec. *« Puisqu'il n'y a pas de chiffres, j'ai l'impression que les gens doutent de l'existence de l'homophobie ! »* s'inquiète-t-elle.

Mme Greenbaum précise qu'on parle dans ce rapport de plusieurs aspects des familles homoparentales, du chauffeur d'autobus au ministre de l'Éducation. *« Le document devrait servir de référence pour la lutte contre l'homophobie au Québec durant de nombreuses années »*, ajoute-t-elle. À titre d'exemple, la Journée internationale contre l'homophobie, qui aura lieu le 17 mai 2007, serait un des moyens pour atteindre cette égalité sociale. Ou, du moins, pour enrayer les taquineries auxquelles fait face Leo dans son école.

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 10

Cyberdépendance

WEBSESSIF

Avec les blogues et autres réseaux sociaux du web, Internet se redessine. La cyberdépendance, pour sa part, témoigne encore des mêmes pathologies. Décryptage.

Stéphane WAFFO

« Un individu qui fait face à un problème de dépendance est un individu qui souffre habituellement de troubles obsessionnels compulsifs… Le cyberdépendant est conscient de son obsession, mais il peut difficilement se sortir d'une dynamique qu'il a lui-même créée. » C'est le constat que fait Jean-Pierre Rochon, psychologue, à l'origine du site psynternaute.com, qui se présente comme *le « psy des internautes »*. Pour lui, il s'agit d'un *« phénomène relativement nouveau »,* mais qui a rapidement évolué au cours des dernières années. *« Abus des technologies, difficulté à s'en passer, déni et refus de la réalité, isolement social, manque d'intérêt pour sa santé ou pour son apparence, diminution de relations en tête à tête ainsi que douleurs aux mains »* sont quelques-uns des signes avant-coureurs de la cyberdépendance qu'identifie le psychologue. Pierre Vaugeois, directeur scientifique au Centre québécois de lutte aux dépendances et professeur de psychologie à l'UQÀM, définit la cyberdépendance comme des usages personnels *« problématiques et généralisés »*. Il distingue deux sortes de cyberdépendances : la cyberdépendance en ligne, liée à l'usage d'Internet, et la cyberdépendance hors ligne, liée à l'usage d'appareils électroniques excluant Internet.

M. Vaugeois estime que la cyberdépendance ne se limite pas seulement à Internet, même si les recherches actuelles se concentrent sur ce sujet. C'est ainsi que trois grandes formes d'*Internet addiction* sont généralement distinguables. La plus répandue est celle reliée à la sexualité, comme *« la dépendance à la cyberpornographie (regarder, télécharger ou acheter de la pornographie en ligne)* [ou] *à la cybersexualité (participer à des activités à caractère sexuel en ligne, par le moyen de clavardage ou de vidéoconférence) »*. On retrouve aussi les dépendances *« à caractère monétaire, tels les encans en ligne (eBay), les casinos en ligne et les achats en ligne, etc. »*. Finalement, la dernière forme, assez courante et sans doute la plus importante, est liée à *« l'aspect interactif d'Internet tels les clavardages (chats), les courriels, les jeux en ligne, etc. »*.

Si quelques-unes de ces dépendances existent en dehors du support Internet, le professeur Vaugeois est d'avis que les usages pathologiques (clavardage, courriels, etc.) qui n'existeraient pas en l'absence d'Internet sont les seuls réels problèmes de dépendance liés à l'usage du web. En d'autres mots, les gens qui éprouvent des cyberdépendances liées au jeu ou au sexe connaîtraient sans doute des dépendances similaires hors du web, alors que la dépendance pathologique des usagers est intrinsèquement liée au web.

COURRIELISTE COMPULSIF

Sophie-Anne, dont nous tairons ici l'identité, possède un ordinateur portable avec une connexion depuis janvier 2007 et constate depuis avoir développé une certaine dépendance à celui-ci : *« J'ai tout le temps envie de consulter mes courriels. La première chose que je fais le matin, c'est de vérifier si j'ai des courriels, et c'est la dernière chose que je fais le soir avant de me coucher. »* Bien qu'ayant toujours utilisé le web comme outil de travail, elle n'avait jamais ressenti ce besoin obsessionnel par le passé : *« Avant, je n'avais pas facilement accès à Internet chez moi. Maintenant, avec un ordinateur portable et une connexion sans fil à la maison, c'est tellement facile. »*

Sophie-Anne a également ouvert un blogue, qu'elle alimente quotidiennement : *« Quand on me laisse des commentaires, j'ai un peu l'impression d'exister. Je vais aussi très souvent sur les blogues de mes amis. Parfois, aussi, sur les sites des gens que je n'ai jamais rencontrés. C'est comme une sorte de relation imaginaire avec eux. »* Claude-Henri Nadeau, professeur de kinanthropologie à l'UQÀM et spécialiste du jeu pathologique et de la cyberdépendance, estime pour sa part que ce sentiment de bien-être lié au blogue, son usage jouissif et la fuite de la réalité qui l'accompagne peut, précisément, témoigner d'une cyberdépendance. D'après lui, *« chez un internaute déjà dépendant, il paraît évident que le blogue constitue un autre outil puissant pour entretenir sa dépendance »*.

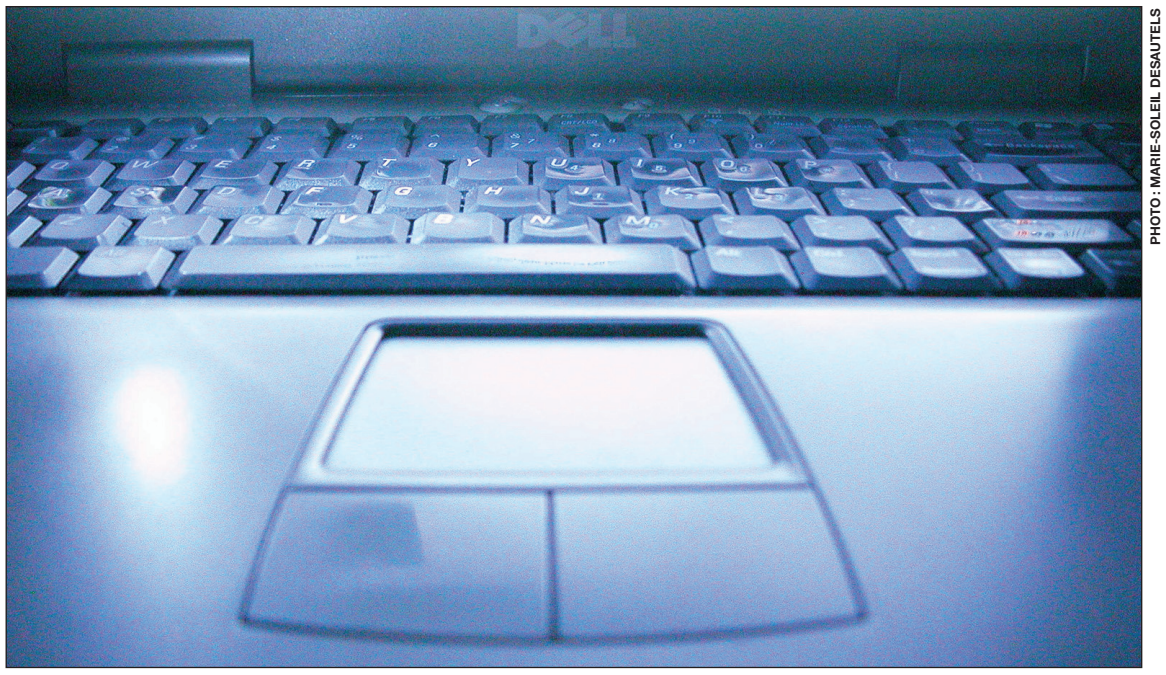


PHOTO : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

Michel Leblanc, consultant et expert en commerce électronique, en marketing Internet et en web estime que la vulgarisation et la simplification des outils et des technologies ont sans doute permis une évolution du phénomène avec le temps. Pierre Vaugeois est aussi de cet avis. Il ajoute que les éléments les plus dangereux aujourd'hui sont du côté des jeux avec transformations, puisque *« les gens mêlent à la fois réel et virtuel »*. Cependant, il insiste sur le fait que les recherches scientifiques sur la question ne sont encore qu'*« embryonnaires »*. Aussi, puisque le nombre d'internautes a considérablement augmenté avec le temps, il est normal que le nombre de cyberdépendants ait suivi la courbe. C'est aussi ce que souligne Pierre Vaugeois : *« Plus les prévalences de consommateurs augmentent, plus les consommateurs problématiques augmentent »*.

Mais avant tout, pour Pierre Vaugeois, *« il faut d'abord que la population soit informée et sensibilisée et, qu'ensuite, il y ait une pression politique »* afin que des situations extrêmes comme on en voit en Europe, ou pire, en Asie, ne se retrouvent pas ici au Québec. Il n'est pas rare d'y voir des cas de cyberdépendances aller jusqu'à mort. Il y a des cas graves en Asie où des gens *« ne mangent pas, ne vont pas aux toilettes, se mettent une couche, ne dorment pas, ne bougent pas »* et finissent par mourir.

Quand on me laisse des commentaires sur mon blogue, j'ai un peu l'impression d'exister

Sophie-Anne
blogueuse

double pizza®
514•343•0•343
10% SUR $ 50 ET PLUS
TOUJOURS 2 POUR 1
SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS
5002 QUEEN MARY
LIVRAISON GRATUITE

fido
Un emploi qui accompagne bien les études !
Devenez
Conseiller, Service à la clientèle
et profitez d'avantages de choix :
• Poste permanent (20 à 27,5 heures OU 20 à 37,5 heures)
• Salaire compétitif de 14,48 $/h à 15,93 $/h
• Prime de soir (1 $ additionnel après 18 h)
• Excellent programme de bonification
• Accès à une vaste gamme d'avantages sociaux
• Jusqu'à 50 % de rabais sur les produits et services
• Remboursement d'abonnement à un centre de conditionnement physique
• Formation complète (temps partiel ou temps plein)
Pour en savoir plus :
www.fidorealite.ca

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 11

Cuisiniers sans frontières

CUISTOTS

Le 22 mars dernier, à Montréal, les cuistots de Cuisiniers sans frontières (CSF) donnaient le coup d'envoi de leur campagne annuelle de financement. Fondé en 2003 et installé dans les locaux de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, CSF s'est donné pour mission, par l'entremise de formations dispensées par des cuisiniers engagés, de favoriser la réinsertion sociale et économique des populations plus démunies.

Alexandra HERPIN

C'est en juin 2005, à Majunga, au nord-ouest de l'île de Madagascar, que le premier projet culinaire a pris véritablement corps. Jean-Louis Thémistocle et sa femme Julie Carrier sont à l'origine de cette aventure. Investi par le désir de changer les choses, René-Yves Beaulé, professeur à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ), s'est lui aussi greffé à l'expédition, car il voulait, dit-il, *« donner aux gens les moyens de se sortir de la pauvreté »*.

UNE FORMATION SOURCE D'ESPOIR

« Par l'alimentation, on peut régler bien des maux, croit René-Yves Beaulé. *En offrant une formation d'aide-cuisiniers, nous voulons donner aux populations les plus démunies les moyens de s'en sortir. »* Lors de leur première expédition, les CSF avaient comme objectif de recruter et de former de jeunes chômeurs afin qu'ils réintègrent la société active : *« Parmi une cinquantaine de candidats, nous avons choisi les plus pauvres d'entre eux, dix-huit au total. La plupart était sans formation, voire analphabètes »*, explique M. Beaulé. De plus, afin de subvenir aux besoins financiers de ces jeunes apprentis, les membres de CSF ont choisi de rémunérer, à raison d'un dollar par jour, les élèves qui participaient à la formation : *« certains étaient surpris et se demandaient où était l'arnaque »*, se souvient, amusé, M. Beaulé.

Pour mener à bien cette entreprise éducative et culinaire, les membres de CSF ont installé leurs locaux à l'École des métiers du tourisme et de l'hôtellerie de Majunga, qui a bien voulu les accueillir. Les cuisiniers se sont également associés à une enseignante malgache, Michèle Razanakoto, qui assure aujourd'hui le suivi des élèves. En effet, pour M. Beaulé, le placement des personnes nouvellement formées demeure la difficulté première *« Sur place, les restaurateurs ne collaborent pas forcément »*, déplore-t-il. Malgré cela, le cuisinier compte bien faire de cette école *« un tremplin pour fournir des emplois aux plus démunis »*.

LUTTER CONTRE LE CERCLE DE LA PAUVRETÉ

Certes, Cuisiniers sans frontières n'est pas seul à se préoccuper de la question alimentaire chez les populations plus démunies : des organisations internationales – notamment celles liées à l'ONU, comme le Programme alimentaire mondial (PAM) –, mais aussi des ONG, sont implantées dans plusieurs pays. Si leur objectif principal consiste, dans la majorité des cas, à apporter une aide d'urgence lors de situations de crise, une partie des budgets de ces organismes est également allouée au développement durable et à la formation : *« Certains programmes du PAM interviennent après une situation d'urgence pour éviter qu'il ne se crée un problème de dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire. Ce sont des programmes d'accompagnement à long terme »*, explique Louis Vigneault, un Québécois qui travaille pour le PAM.

Avec la multiplication des ONG sur la scène internationale, la question de la compétition entre les différentes organisations se pose. M. Beaulé estime qu'elles font preuve de trop peu de solidarité : *« Ça m'attriste de ne pas sentir de volonté de collaboration entre organismes malgré le fait que nous partageons des objectifs communs »*, dit-il, précisant ne pas viser spécifiquement *« les ONG citées »*.

LE Quartier Libre DEVRA BIENTÔT COMBLER LES POSTES DE :

- **Directeur et rédacteur en chef**
- **Chef de pupitre, section Société-Monde**

Vous pouvez faire parvenir curriculum vitæ, lettre de motivation et exemples d'articles publiés à : info@quartierlibre.ca

Pour une description complète des tâches, visitez le www.quartierlibre.ca

Politique européenne sur l'environnement

LES CRIMES VERTS NE RESTERONT PLUS IMPUNIS

L'Union européenne s'engage dans la lutte contre les crimes écologiques. Elle définit neuf crimes « verts », passibles de sanctions pénales pouvant atteindre un million et demi d'euros (2,3 millions de dollars) et dix ans de prison.

Fanny ROLLIN

Stavros Dimas, Commissaire européen à l'environnement, déposait récemment devant la Commission européenne un projet de loi contre les crimes écologiques. Le projet doit encore obtenir l'accord des 27 États membres ainsi que celui du Parlement européen pour entrer en vigueur. Parmi les crimes environnementaux, on peut citer les émissions illicites de substances dangereuses dans l'air, l'eau ou les sols, le transport illégal de déchets ou le commerce d'espèces menacées d'extinction, la détérioration d'un habitat protégé, ou encore le commerce de substances nuisibles pour la couche d'ozone.

Désormais, en cas d'infractions graves au respect de l'environnement, un seuil minimal de sanctions est défini pour l'ensemble de l'Union. Selon la nature du délit, les sanctions s'échelonnent entre 750 000 et 1,5 million d'euros, et les peines de prison vont de un à dix ans. *« Ce projet est légitime et louable, mais en proposant un plafond d'amende à seulement 1,5 million d'euros, la Commission européenne ne prend pas les mesures nécessaires afin de donner un caractère vraiment intimidant à ces amendes »*, estime Yannick Vicaire, un des responsable de Greenpeace France.

POLLUEURS-PAYEURS, TOLÉRANCE ZÉRO

Ce n'est pas la première fois que l'Europe se prononce en matière de droit environnemental. D'ailleurs, l'UE, ainsi que la majorité de ses membres, possède déjà des lois pour la protection de l'environnement. Mais le nouveau projet de directive va plus loin en proposant une pénalisation des crimes environnementaux : *« Seules les sanctions pénales ont un effet suffisamment dissuasif*, estime la Commission Européenne, [...] *elles reflètent une désapprobation de la société, qualitativement différente de celle manifestée par le biais des sanctions administratives ou d'une indemnisation au civil »*.

Cette proposition a aussi pour but d'harmoniser les sanctions environnementales dans les 27 pays européens. *« Actuellement, en Europe, il y a trop de différences, des différences trop prononcées entre les peines, les amendes, les sanctions criminelles concernant les crimes environnementaux »*, expliquait Franco Frattini, vice-président de la Commission européenne au journal Euronews, le 9 février dernier. Cette disparité favorise en effet la délinquance écologique transfrontalière.

Aujourd'hui, l'Europe est devenue un leader dans la lutte contre la criminalité environnementale. Elle affiche une politique de tolérance zéro à l'égard des pollueurs sévissant sur son territoire. *« Nous ne pouvons permettre que la criminalité environnementale trouve refuge au sein de l'Union »*, explique Franco Frattini au journal Actu-environnement. Une fois ce projet adopté, les 27 pays européens auront 18 mois pour l'appliquer sous peine de sanctions.

NÉCESSITÉ D'AGIR

« La récente catastrophe survenue en Côte-d'Ivoire à la suite du transfert de déchets dangereux illustre combien les infractions commises contre l'environnement peuvent avoir des effets désastreux sur les hommes et sur l'environnement », rappelle M. Stavros Dimas, membre de la Commission chargée de l'environnement, au journal Actu-environnement. En août 2006, près de 500 tonnes de déchets toxiques étaient déchargées du navire Probo Koala pour venir souiller la capitale Abidjan et plusieurs autres villes de Côte d'Ivoire. Dix personnes ont perdu la vie et 7000 autres ont été intoxiquées suite à l'empoisonnement de leur environnement.

Le Probo Koala, dont l'équipage est russe, est un navire pétrolier immatriculé au Panama, appartenant à une compagnie grecque et affrété par la société hollandaise et suisse Trafigura. En finançant une campagne de dépollution dans la région, la multinationale Transfigura a trouvé un accord avec le gouvernement ivoirien pour échapper à des sanctions. La nouvelle directive permettrait une meilleure protection des victimes dans un cas similaire.

Suite aux drames écologiques de l'Erika et du Prestige, respectivement en 1999 et 2002, les côtes atlantiques européennes ont été souillées par d'importantes marées noires. Ces événements ont déclenché la conscientisation de l'UE. De là est née, notamment, la convention européenne sur la protection de l'environnement.

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 12

Diplomatie

CONFLIT ARMÉ ?

Plusieurs événements récents ont ramené à l'ordre du jour la question des critères et des conséquences de la dénomination d'un conflit – armé ou non – sur la scène diplomatique. Une escalade est si vite arrivée que les membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pèsent longuement leurs mots.

Alexandra HERPIN

Pour Graciela Lopez Marclay, qui a travaillé pendant sept ans pour le CICR et qui est actuellement doctorante en science politique à l'UQÀM, il s'agit d'une question éminemment politique. Citant l'arrestation, le 23 mars dernier, de 15 marins britanniques dans le Golfe à titre d'exemple, elle explique : *« Dans un cas comme celui-ci, qui est très sensible sur le plan géopolitique, il faut faire attention de ne pas qualifier trop rapidement un conflit de conflit armé. Cela pourrait créer une ambiance de guerre entre les parties, alors que le CICR veut avant tout éviter que le conflit ne dégénère véritablement en conflit armé. »* La définition que fait la Croix-Rouge d'un conflit armé – *« une guerre entre deux ou plusieurs États, dans le cas où il existe une frontière bien définie entre ces États »* – tend d'ailleurs à exclure certains conflits. Pour Mme Lopez Marclay, il s'agit d'*« une définition très large »* qui ne peut englober des situations comme le conflit palestinien, par exemple.

UN CONTEXTE INTERNATIONAL EN MUTATION

À l'occasion d'une conférence organisée par la chaire Raoul-Dandurand le 13 avril dernier, Marco Sassòli, professeur à Faculté de droit de l'Université de Genève et professeur associé au département des sciences juridiques de l'UQÀM, expliquait les changements survenus dans ce domaine depuis les attentats du 11 septembre. Ce chercheur – qui a travaillé durant 13 ans pour le CICR Genève, au Moyen-Orient et en ex-Yougoslavie – explique que *« traditionnellement, lorsqu'un conflit éclatait, le CICR s'évertuait à qualifier ce conflit de conflit armé afin d'appliquer le droit international humanitaire, alors que les États en conflit niaient, afin de pas être contraint par ce même droit. »* En effet, le droit international humanitaire implique des obligations : *« les parties ne peuvent pas faire ce qu'elles veulent; il y a des règles à suivre, car le droit de la guerre régit l'utilisation de la force. Donc, traditionnellement, les parties ne voulaient pas appliquer ces règles, ni octroyer un statut à leurs adversaires »*, souligne Mme Lopez Marclay. Or, depuis les attentats du World Trade Center, l'attitude des gouvernements s'est transformée : *« On aurait pu croire que les États-Unis n'auraient pas voulu donner de statut à leurs adversaires, mais c'est tout le contraire qui s'est produit : Bush préfère attribuer le statut de belligérant aux forces d'Al-Qaïda afin de les attaquer en toute légitimité »*, affirme Mme Lopez Marclay. En effet, en temps de guerre, *« il est licite de tuer des gens, tout comme il est licite de détruire des objectifs militaires. Ce qui est interdit en situation de paix »*, explique le professeur Sassòli. Une situation de conflit armé permet donc au président des États-Unis d'ouvrir un front et d'attaquer Al-Qaïda conformément au droit de la guerre. Le traitement des individus change également : *« Lorsque le droit international humanitaire s'applique, on peut détenir des individus sans les juger et ce, pour une période indéterminée, comme cela se produit à Guantanamo »*, ajoute M. Sassòli.

Marie-Joëlle Zahar, professeure au département de science politique de l'Université de Montréal, indique qu'il s'agit toutefois *« d'une interprétation particulière du droit humanitaire de la part du gouvernement Bush, car la Croix Rouge devrait avoir le droit de visiter les détenus de Guantanamo. Il y a là une contradiction »*, souligne-t-elle. Mme Lopez Marclay estime pour sa part que *« les États-Unis ne veulent pas assumer les obligations du droit humanitaire »* et soutient qu'il s'agit-là *« d'une position intenable »*, car *« il n'y a pas d'application variable en droit »*, plaide-t-elle. Toutefois, Mme Lopez Marclay se dit consciente que *« le droit n'a pas toujours tous les outils pour résoudre les conflits »*.

La crise du Darfour selon *Google*

ZOOM SUR UN GÉNOCIDE

Le logiciel Google Earth, qui offre des images étonnamment précises du globe, pourrait provoquer quelques petites secousses sismiques sur la scène mondiale.

Hugo PRÉVOST

Le géant Google s'associe au Musée américain du mémorial de l'Holocauste (MAMH) afin de sensibiliser la population à la crise du Darfour, qui aurait fait plus de 300 000 morts et deux millions de déplacés depuis 2003. En effet, la compagnie Google vient de mettre en ligne une série de modules pour son logiciel Google Earth permettant de visualiser les principales zones de conflit au Darfour. Par le truchement des images satellites, les quelque 200 millions d'utilisateurs de Google Earth peuvent ainsi visualiser des reconstitutions en trois dimensions des villages partiellement ou entièrement détruits, les champs brûlés et les camps de réfugiés. Ils ont également accès, selon le positionnement, à des photos, des témoignages et des vidéos concernant la crise humanitaire.

Si le directeur du MAMH souhaite que cette initiative puisse éduquer la population, Michel Fortmann, directeur du Groupe d'étude et de recherche en sécurité internationale de l'Université de Montréal, formule quelques doutes : *« Influencer l'opinion publique risque d'être difficile. Depuis les années 1990, plusieurs conflits* [Somalie, Bosnie, Rwanda] *ont été fortement médiatisés. »* Résultat : *« Le public est blasé. Il faudrait quelque chose de gros, une image choc pour parler aux gens. De cette façon, le Darfour resterait sous les feux de l'actualité »*, croit-il.

Ce projet novateur met l'emphase sur toutes les possibilités offertes par le logiciel Google Earth. Michel Leblanc, associé principal chez Analyweb, explique que ce genre d'utilisation du logiciel n'est pas une nouveauté : *« On a déjà vu une utilisation semblable chez Re/max, où la liste des maisons à vendre avait été combinée aux photos satellites de Google. Il faut cependant dire que Google n'était pas impliqué ; Re/max a simplement utilisé les fichiers de Google, disponibles gratuitement. »* Il souligne également que *« cette collaboration est très représentative du Web 2.0* [où le contenu des pages web est interactif et peut être modifié par les utilisateurs] *»*. Chacun serait donc libre de programmer son propre logiciel de photos satellites et superposer ses données à celles de Google Earth.

Les impacts possibles de Google Earth sur la géopolitique ne se limitent pas à cette expérience. Effectivement, effet retors de cette démocratisation de l'accès aux photos satellites, *The Register* rapporte que Google a dû retirer des images de bases britanniques en Irak, après que l'armée britannique a affirmé que des terroristes avaient planifié des attaques à l'aide des photos de Google Earth. Certains analystes estiment même que les utilisations de ce logiciel pourraient décupler. Philippe Martin, spécialiste du Web 2.0 et blogueur émérite, affirme que Google Earth pourrait être utilisé, à l'avenir, dans le cadre de crises ou de désastres : *« Cette méthode d'observation est très utile au niveau éducatif. Le point de vue offert est très différent de celui des reportages sur le terrain, et de nouveaux projets du même genre verront sûrement le jour dans les prochaines années »*.

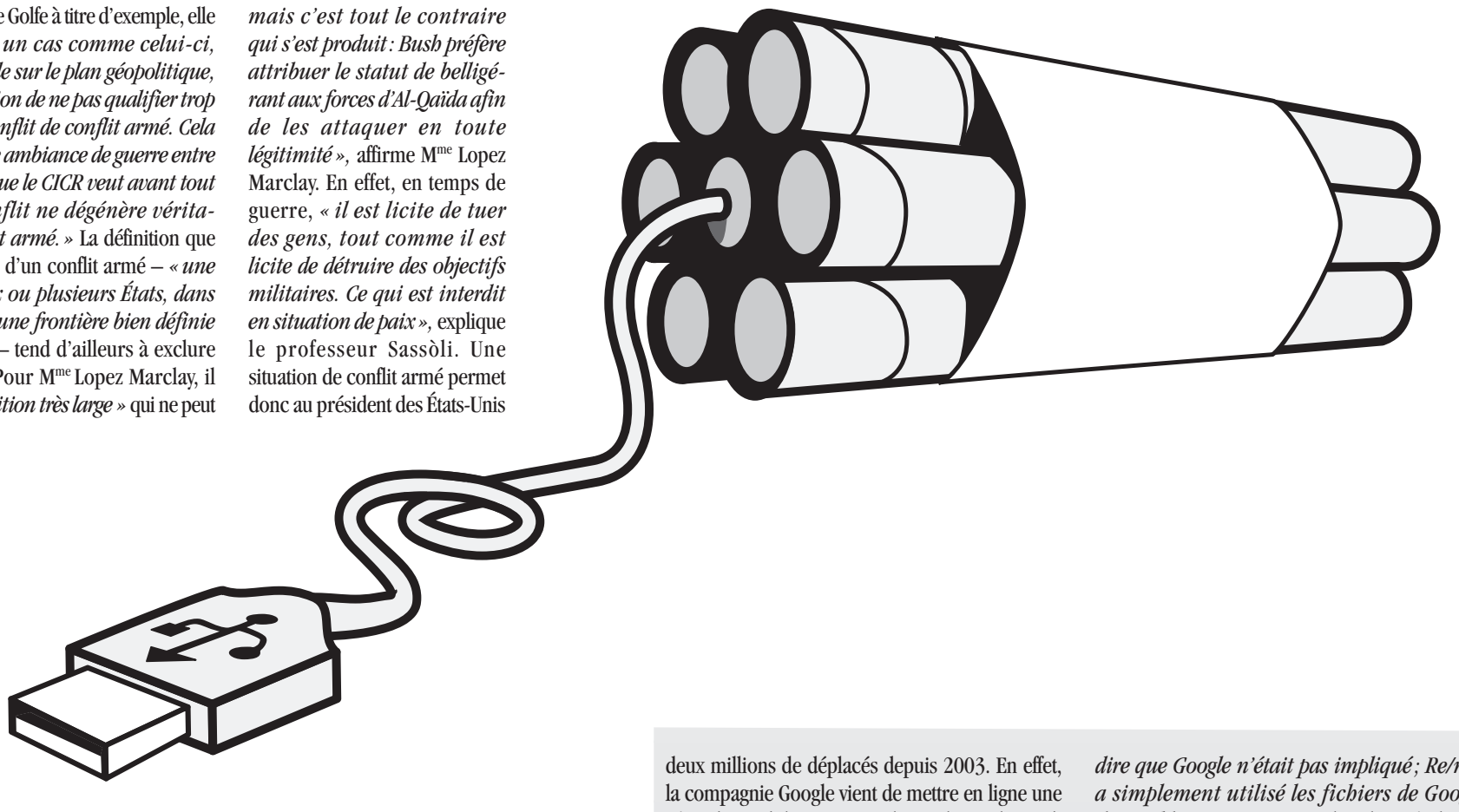


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 13

Festival Suoni per il popolo

POUR UNE MUSIQUE LIBÉRÉE

Du 1er au 26 juin 2007 se tiendra le 7e festival Suoni per il popolo. Ce festival, qui se donne comme mandat de présenter des artistes avant-gardistes provenant de tous les milieux et de tous les pays, remet à l'ordre du jour la musique dite de libération. Plusieurs genres musicaux seront à l'honneur, tels que l'avant rock, la composition contemporaine, le noise, l'avant folk, le free jazz, les beats urbains et la musique électronique expérimentale. Rencontre avec un des organisateurs de ce festival haut en couleur, Peter Burton.

Propos recueillis par
Virginie DORÉ LEMONDE

Quartier Libre : Pourquoi avoir nommé le festival Suoni per il popolo ?

Peter Burton : En fait, les fondateurs du festival, Mauro Pezzente et sa compagne Kiva, ont créé à peu près en même temps la Sala Rossa, la Casa del Popolo, et le festival, dont le nom signifie « Le son pour le peuple ». En Italie, selon la tradition, les cafés nommés Casa Del Popolo sont des endroits plutôt gauchistes et progressistes. Nous avons voulu recréer, à la fois dans le café-bar et lors du festival, cette ambiance avant-gardiste, et donner la chance à plusieurs artistes émergents de se faire connaître.

Q. L. : Pourquoi rassembler tous les styles musicaux que vous présentez sous le titre « Musique de Libération » ?

P. B. : La musique de libération est pour nous très éclectique, mais elle est indéniablement en relation avec un point de vue progressiste. Le terme « libération » est lié à la liberté d'expression, d'improvisation et d'exploration au niveau musical. La musique qui naît de ces expérimentations est souvent rattachée à un contexte politique particulier, et à des mouvements sociaux progressistes. Le free jazz est un bon exemple, car ce style musical est relié à une période de lutte pour la reconnaissance de l'identité noire américaine, et ses adeptes revendiquent la possibilité d'une improvisation sans contrainte.

Q. L. : Comment recrutez-vous les artistes internationaux ?

P. B. : C'est un processus très long. Je travaille pour le festival à plein temps, pour que chaque artiste que nous invitons ait envie de revenir, de nous faire connaître dans sa communauté, et de nous permettre de découvrir d'autres musiciens. Il n'est pas rare que nous organisions, pour les artistes provenant d'Europe, une tournée en plus de leur venue au festival, pour qu'ils rentabilisent pleinement leur visite au Canada.

Q. L. : Quand et comment le festival se déroule-t-il ?

P. B. : Le festival se déroulera du 1er au 26 juin 2007. Les spectacles auront lieu à la Sala Rossa et à la Casa Del Popolo, à raison de deux spectacles par soir. Nous voulons ainsi que les spectateurs aient pleinement le temps d'apprécier chacun des spectacles, sans avoir à courir pour ne rien manquer.

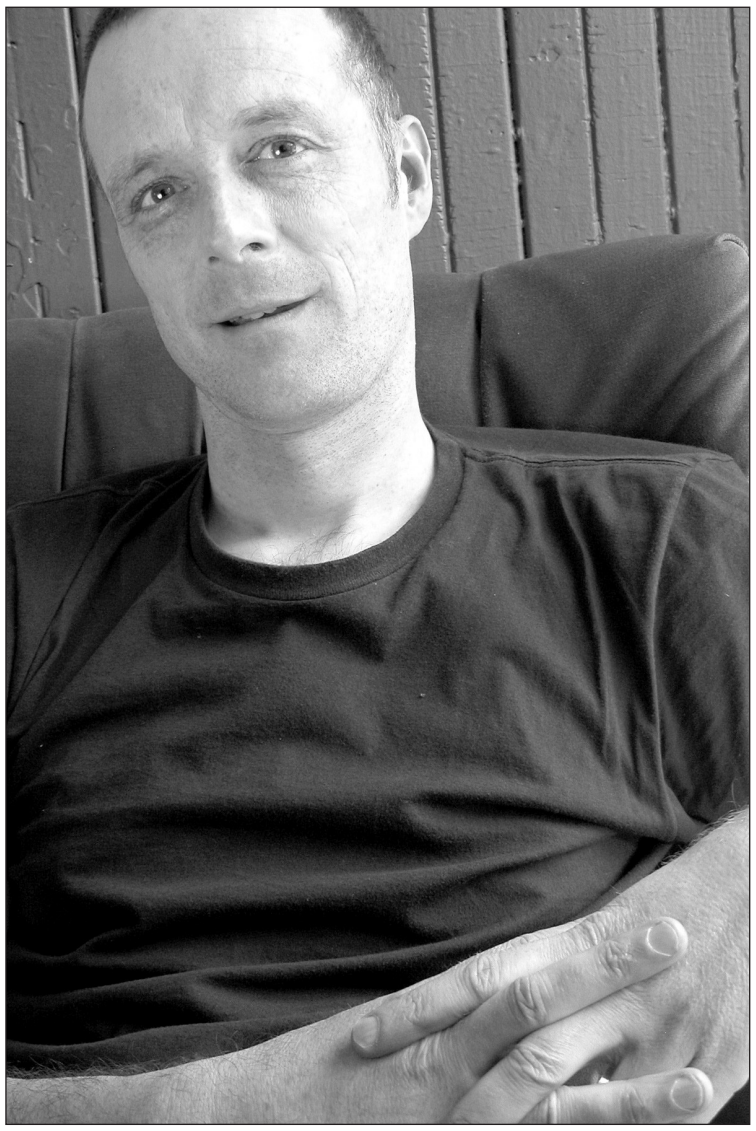


PHOTO : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

Peter Burton, l'un des organisateurs du festival.

Q. L. : Justement, quel genre de spectateurs attendez-vous ?

P. B. : Tous les Montréalais, tant francophones qu'anglophones. Nous tentons vraiment de développer une communauté d'idées à travers la musique. Il est clair que les gens doivent aimer l'art éclectique et avant-gardiste, mais nous tentons aussi de convertir et d'inspirer ceux qui ne sont pas nécessairement familiers avec ce genre de festival.

Le festival reçoit entre autres Mark Ribot et Akron/Family, le Français Henri Chopin (poésie sonore magnétophonique) ainsi que la formation hollandaise The Ex. Outre les spectacles, plusieurs activités seront organisées, telles une série d'ateliers pour jeunes musiciens, et une journée familiale nommée « Popolo in the park ».

7e festival Suoni per il popolo :
www.casadelpopolo.com/suoni/about.htm

« Chut! Baisse le son du journal, je n'arrive pas à dormir. »

PRIX SPÉCIAL POUR ÉTUDIANTS *4,99 $/mois

TEXTE LU À VOIX HAUTE > Une autre des caractéristiques de la version en ligne grandement améliorée de l'édition numérique de *The Gazette*.

• Lisez en ligne ou téléchargez un duplicata numérique de votre journal
• Consultez les éditions numériquement archivées des 7 derniers jours
• Grossissez les textes et les images pour une lecture plus facile • Écoutez les textes lus à haute voix avec la fonction audio
• Traduisez les articles en 12 langues différentes • Sauvegardez et envoyez vos articles favoris
• Faites de la recherche dans 11 grands quotidiens canadiens

ACCÈS GRATUIT

Pour un essai de 7 jours, visitez www.montrealgazette.com/digital

Version numérique gratuite pour les abonnés à la livraison 7 jours du journal papier.
Inscrivez-vous dès aujourd'hui à l'adresse www.montrealgazette.com

The Gazette

* Pour vous abonner, appelez le 514 987-2400 ou envoyez un courriel à liregazette@thegazette.canwest.com

799043

Pendant l'été, suivez l'actualité des festivals sur le site du *Quartier Libre*
www.quartierlibre.ca

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 14

Francis Desharnais

LUCK STORY

Avec *Esprit de bottines*, Francis Desharnais a gagné le prix de bande dessinée « Regard sur la ville », organisé conjointement par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), le Festival international de BD d'Angoulême et celui de BD francophone de Québec. C'est aussi lui qui dessine la série *Lock Story*, publiée cette année dans *Quartier Libre* (à lire p. 19). Croisé à Québec pendant le Salon du livre, il raconte ses débuts dans le monde des strips.

Propos recueillis par
Julie DELPORTE

Quartier Libre : Francis Desharnais, qui es-tu ?

Francis Desharnais : Je suis un gars de 29 ans, qui reste à Québec depuis 15 ans. J'ai étudié en graphisme, puis, vers la fin de mes études, j'ai bifurqué vers l'animation. J'ai travaillé beaucoup avec l'Office national du film. En ce moment, je suis employé pour 6ix degrés, une boîte qui fait de la production télévision en animation à Québec. Mais depuis deux ans, dès que j'ai un peu de temps, je reviens à mes premières amours : la bande dessinée.

Q. L. : Faisais-tu déjà de la BD quand tu étais plus jeune, avais-tu écrit des fanzines ?

F. D. : Pas vraiment des fanzines, mais pendant mes cinq années de secondaire, j'ai suivi des cours de bande dessinée aux Ateliers Imagine, le vendredi soir. J'y ai eu plusieurs professeurs comme Jean-Philippe Côté et Jean-François Bergeron. C'est là que j'ai appris tout sur le langage de la bande dessinée.

Q. L. : Comment as-tu eu connaissance du prix « Regard sur la ville » de l'OFQJ ?

F. D. : Le milieu de la BD à Québec est vraiment tout petit, donc tout le monde connaît tout le monde. J'avais déjà rencontré Thomas-Louis Côté, le président du Festival de bande dessinée francophone. C'est lui qui m'a informé du concours, juste une semaine avant la date de remise. Alors, j'ai travaillé fort toute une semaine pour pouvoir remettre une planche.

Q. L. : Comment as-tu abordé le thème ?

F. D. : Partout, on parlait beaucoup du 400e anniversaire de Québec. J'aime beaucoup cette ville, ça fait longtemps que j'y habite et j'ai envie d'y rester le plus longtemps possible. J'ai voulu faire un condensé en une page de l'histoire de la ville et de ses grands événements, comme la bataille des Plaines d'Abraham, le Sommet des Amériques... J'ai créé un petit personnage qui se promène dans Québec et qui croise quelques-uns de ses principaux acteurs. Je parle même des filles du Roy, qui sont sur la Grande Allée et croisent les Nordiques de Québec.

Q. L. : Ce prix t'a permis d'aller au festival BD d'Angoulême ?

F. D. : Oui, j'y ai passé 10 jours en janvier. C'était comme un rêve de petit gars de pouvoir m'y rendre. C'est assez gigantesque, il y a plusieurs sites et le site principal est grand comme le Salon du livre de Québec. Mais là-bas, ce n'est que de la bande dessinée ! On se rend compte qu'il y a beaucoup de choses qui ne se rendent pas jusqu'ici, et qu'il y a beaucoup d'albums qu'on ne pourra jamais lire, simplement parce qu'il y en a trop. Ma planche *Esprit de Bottines* a été exposée pendant le festival là-bas, et aussi à la bibliothèque Gabrielle-Roy à Québec pendant le festival.

Partout, on parlait beaucoup du 400e anniversaire de Québec. J'ai voulu faire un condensé en une page de l'histoire de la ville et de ses grands événements.

ILLUSTRATION : FRANCIS DESHARNAIS

La planche gagnante de Francis Desharnais, ainsi que celle du lauréat français du concours Jean-François Barthélémy, sont consultables sur le site de l'OFQJ : www.ofqj.org/actualite/35.

Francis Desharnais sortira son premier album chez Mécanique Générale à l'automne prochain.

Q. L. : Ce concours, est-il, selon toi, une bonne occasion de faire des liens entre les auteurs BD des différents pays de la francophonie ?

F. D. : Je n'ai pas fait de contacts professionnels avec des maisons d'édition françaises, par exemple. Ou bien avec des auteurs reconnus et établis. Nous n'étions pas logés à la même place. Par contre, j'étais logé avec les participants d'un autre concours, « Jeunes Talents » : ils sont comme la relève de ce qui va sortir en bande dessinée dans les années à venir. Avec eux, j'ai beaucoup tissé de liens, et on reste en contact par courriel. Ils m'ont proposé de participer à leur webzine (www.numo.fr), mais, pour l'instant, je n'ai pas encore le temps de le faire. Ma planche a été vue, j'ai été là, j'ai croisé des personnes ; je suis sûr que ça va être profitable pour l'avenir. Disons que « Regard sur la ville » a surtout tissé des liens entre les relèves québécoise et française. On va progresser chacun de notre côté, et, sûrement, être appelés à se revoir.

Q. L. : Quels sont tes prochains projets de bande dessinée ?

F. D. : Je devrais sortir un album de strips en novembre chez Mécanique Générale. Je peux en parler un peu, mais c'est dur à expliquer parce qu'il s'agit d'un sujet un peu sensible. Cela s'appelle « Burquette ». C'est l'histoire d'une petite fille qui trippe sur la musique américaine et commerciale, comme celle de Britney Spears, sur les journaux à potins, etc. Son père est découragé : il aimerait éveiller en elle une sorte de conscience sociale. Mais il s'y prend de manière un peu brusque et lui impose de porter une burqà pendant un an, même s'ils ne sont pas du tout musulmans, ni religieux ! Elle ne sais pas trop ce qui lui arrive. On la voit avec ses amis : il y en a qui comprennent, d'autres pas du tout...

Q. L. : Tu avais déjà publié des choses avec Mécanique Générale?

F. D. : J'avais dessiné une BD, *On joue aux réfugiés*, pour le recueil *Terriens*, qui regroupait des planches contre le racisme. Et puis un projet dans *Plan Cartésien* (Cyclope opus 3), une sorte de recueil de tout ce qui se fait en BD québécoise en ce moment. En 2003, j'ai passé un an à Paris pour travailler avec Florence Miailhe, une réalisatrice de cinéma d'animation. J'ai pris plein de notes et de croquis parce que j'avais le projet d'en faire un court film, mais je n'ai jamais vraiment réussi à le développer. Quand Jimmy Beaulieu (éditeur de Mécanique Générale) m'a proposé de participer à *Plan Cartésien*, j'ai repris mes notes pour faire deux planches.

Q. L. : Quels sont les auteurs que tu admires le plus ?

F. D. : J'ai beaucoup aimé Gotlib quand j'étais jeune, et tout ce qui s'est fait dans *Pilote*. J'ai appris à lire avec Lucky Luke... Il y a en a tellement que j'aime ! Maintenant, le genre qui m'attire le plus est la BD autobiographique ; il se fait des choses extraordinaires dans ce domaine. Mais je me verrais mal en faire moi-même. Je suis plutôt intéressé par la création de strips. Dans le strip comme tel, il y a bien sûr Schultz (*Peanuts*) et puis Bill Watterson *(Calvin & Hobbes)*. Puis, évidemment Quino, avec les *Mafalda*. Et au Québec, j'aime beaucoup *Ben*, par Daniel Shelton.

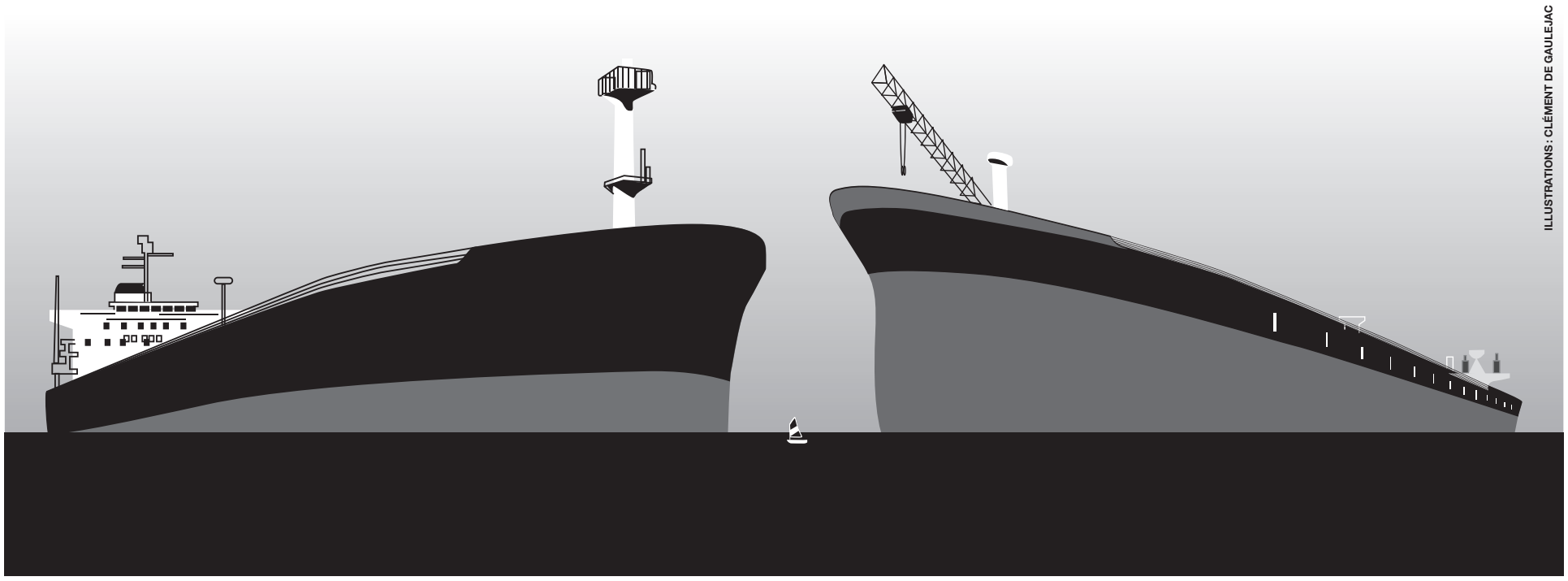
Francis Desharnais : www.francisd.com
OFQJ : www.ofqj.org

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 15

Les petits festivals à Montréal

FESTIVALEUREUX

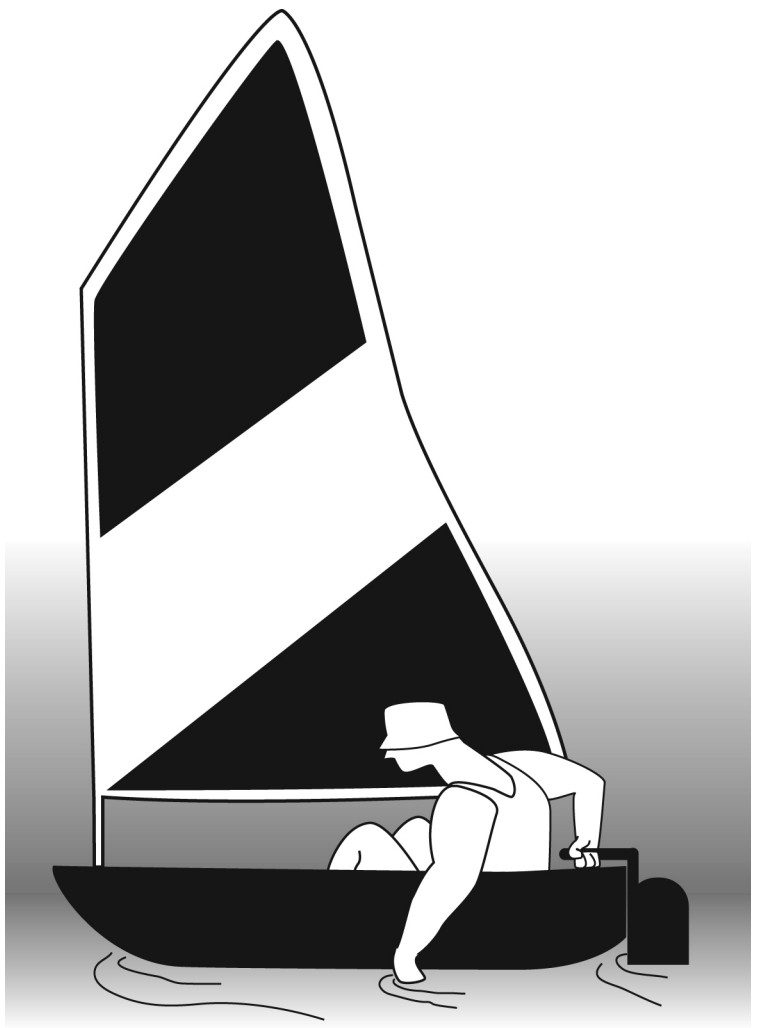
L'été à Montréal, c'est la saison des festivals. Du plus petit événement communautaire au géant international de jazz, il ne se passe pas un jour, entre juin et septembre, sans qu'au moins l'un d'entre eux ne soit programmé. Ces festivals doivent se répartir tant bien que mal les parts de la tarte aux subventions et du gâteau médiatique, tout en veillant à ce que le public mange à sa faim sans faire d'indigestion.



ILLUSTRATIONS : CLÉMENT DE GAULEJAC

Thomas GERBET

Plus de 200 festivals auront lieu au Québec en 2007, dont au moins une quarantaine pendant l'été à Montréal. *« Si on ajoute ceux des paroisses et des communautés, ça nous donne un chiffre astronomique »,* indique Pierre Paul Leduc, directeur de Festivals et événements Québec. Une palette de choix impressionnante pour un public montréalais et des touristes friands de ce type d'événements. Il y a d'abord les monstres sacrés, présents pour certains depuis presque 30 ans. C'est le cas du Festival international de jazz, plus gros événement jazz au monde selon le livre Guinness des records. Il attire deux millions de visiteurs en une dizaine de jours au mois de juillet. À côté de ce gros morceau, auquel on peut ajouter les Francofolies ou encore Juste pour rire, il y a tous ceux qui cherchent tant bien que mal à se tailler une place à l'ombre des grands.



LUTTER POUR ÊTRE VISIBLE

« Même s'ils ne se déroulent pas en même temps, les petits festivals peinent à faire parler d'eux et se font même parfois piquer des artistes », explique M. Leduc. L'an dernier, la Semaine italienne de Montréal n'a pas toujours rempli ses salles de spectacles, et sa directrice, Josie Verillo, met cela en partie sur le compte des médias, qui catégorisent trop son événement comme *« petit festival ethnique »*. *« Tous les journalistes parlent du Festival de jazz, alors que nous avons du mal à être couverts par les médias »,* se plaint Steve Guimond, directeur artistique du festival de musique Suoni per il popolo. Un autre problème auquel doivent faire face les petits festivals, c'est le fait qu'une importante part des subventions, qu'elles proviennent de la ville, de la province ou du Canada, vont aux trois ou quatre gros festivals, laissant les miettes aux petits.

Si Mme Verillo ou M. Guimond continuent de programmer leurs festivals l'été, c'est qu'ils doivent tout de même y trouver leur compte. Tous deux avouent d'ailleurs se développer d'année en année. *« Ceux qui arrivent à s'en tirer, ce sont les événements culturels spécialisés, qui misent sur une clientèle particulière »,* explique M. Leduc. Par exemple, le Festival international de tango de Montréal a lieu en même temps que le grand Festival de jazz et cela ne semble pas inquiéter son directeur Girardo Sanchez : *« On ne se sent pas en compétition ; nous aurons nos 20 000 visiteurs, pour la plupart déjà habitués à assister à nos spectacles »*.

MONTRÉAL SUR LA *MAP*

Il semble même y avoir un certain intérêt pour les petits festivals à se retrouver à proximité des gros. Mme Verillo avoue que cela lui apporte du monde et M. Guimond confirme en disant qu'*« ils n'ont pas que des mauvais côtés »*. L'équipe Spectra, qui organise les Francofolies et le Festival de jazz, n'a d'ailleurs pas du tout l'impression de faire de l'ombre aux autres. *« Notre festival apporte d'énormes retombées touristiques »,* indique leur attaché de presse, Marie-Ève Boisvert, *« on met Montréal sur la* map *»*. Pour elle, *« il est normal que le rayonnement médiatique soit proportionnel à l'affluence »*. Vu des petits festivals, il semble que l'analyse soit plutôt inverse.

Il faut tout de même user de certaines stratégies pour se tailler une place dans les médias et être visibles, notamment pour les touristes. M. Guimond mise sur *« les petits disquaires, les petites radios, les petits journaux »*, là où il pense toucher ce qu'il appelle *« les vrais amateurs de musique »,* qui apprécieront sa programmation faite d'artistes inédits à Montréal. *« Sans nous, ces artistes ne viendraient pas »* estime-t-il, tout en se réjouissant que le Festival de jazz s'élargisse de plus en plus à la musique pop, ce qui lui permet de récupérer de purs jazzmen comme Marc Ribot. Mme Verillo a, pour sa part, décidé de disséminer son festival dans plusieurs lieux du centre-ville, pour concurrencer entre autres le festival grec, qui se tiendra au même moment, dans le quartier touristique du Vieux-Port.

S'assurer que les visiteurs n'auront pas déjà dépensé tout leur budget dans les dispendieux billets des grosses machines festivalières fait aussi partie des priorités des organisateurs d'événements de moindre envergure. Mme Verillo débutera la vente de billets dès le mois de mai, soit trois mois avant l'événement. D'autres usent de différentes formules attractives, comme le festival de musique électronique Mutek, qui propose des billets à prix réduit en prévente. La clé, pour M. Guimond, est aussi dans le prix des billets, qui doivent être *« beaucoup plus raisonnables que les autres »*. Les siens oscillent autour de 12 dollars, loin des quelques 50 dollars de certains concerts du Festival de jazz.

L'objectif, pour Mme Verillo, c'est que son festival italien devienne *« un des plus grands festivals et ne soit plus catégorisé comme simple événement ethnique »*. Elle suivra peut-être l'exemple du festival Nuits d'Afrique, que l'on peut considérer aujourd'hui, selon M. Leduc, comme *« un festival de taille moyenne »*.

Ils se font même parfois piquer des artistes

Pierre Paul Leduc
directeur de Festivals et événements Québec

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 16

AUTEURS EN VOIE DE DISPARITION

Marie-Michèle GIGUÈRE

Et puis c'était notre temps, il fallait inventer, c'était à nous, rien ni personne ne nous ressemblait : nous étions neufs, inattendus, seuls.

Robert Lalonde est de ces auteurs qui font du bien sans ménager. Avec *Espèces en voie de disparition*, il offre quelques fragments d'histoires, toutes magnifiées par les êtres qui les habitent. Une œuvre qui nous interpelle dans les moments où l'on oublie de s'émouvoir.

Les personnages de ces nouvelles ne sont peut-être pas confrontés à des événements hors du commun – un couple regrette d'avoir refusé la venue d'un enfant, un homme accompagne son ami mourant, deux jeunes adultes s'aiment avec crainte et démesure – mais ils ont la capacité d'y apercevoir le singulier, l'extraordinaire. Car *Espèces en voie de disparition* flirte avec l'indicible et, dans quelques moments de grâce, sait même le célébrer.

Toujours campées au grand air, dans les bois ou sur les rives, les nouvelles de Robert Lalonde sont peuplées de ces petits détails – mais aussi de ces odorantes et délicieuses descriptions – qui rappellent, à chaque respiration, que tout ce monde est vivant. Car l'auteur de *Que vais-je devenir jusqu'à ce que je meure* semble toujours préoccupé par la précarité de l'existence.

Happé par la beauté des récits qui tissent *Espèces en voie de disparitions*, on se laisse – même malgré nous – attendrir par ces destins singuliers. Et l'on souhaite, sans doute, que cette race d'auteurs ne disparaisse pas.

Robert Lalonde, *Espèces en voie de disparition*, Éditions du Boréal.

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

NOUVEAU
Certificat en coopération internationale

Devenez coopérant grâce à un programme universitaire qui vous y prépare.

Notre collaboration avec nos organismes partenaires – CCI, CECI, CUSO, Équiterre, Jeunesse Canada Monde, Oxfam-Québec et SACO – vous donne accès à une expérience des plus enrichissantes.

Ce certificat vous donne les outils nécessaires pour comprendre et agir dans des contextes liés à la coopération internationale et au développement.

Responsable du programme
Louise Blanchette

AUTOMNE 2007

Date limite d'admission : 1er juin
514 343.6090 1 800 363.8876
www.fep.umontreal.ca/cooperation/

Université de Montréal

maintenant
se faire carter
est une bonne affaire

La carte SPC^MC vous donne droit à des rabais†† exclusifs chez des centaines de détaillants partout au pays.

Passez nous voir ou appelez-nous
1 800 HRBLOCK

H&R BLOCK®

†Les résultats individuels varient. ††Offres valables du 1er août 2006 au 31 juillet 2007. *Pour être admissible, tout étudiant doit présenter soit (i) le formulaire T2202a attestant la fréquentation d'un établissement collégial ou universitaire à temps plein pendant 4 mois ou plus en 2006, ou (ii) une carte d'identité d'école secondaire valide. Cette offre prend fin le 31 juillet 2007. Offre valable aux bureaux H&R Block participants du Canada seulement. Valable seulement chez tous les marchands participants au Canada. Pour détenteur de carte seulement. Les offres peuvent varier et être sujettes à certaines restrictions. L'utilisation de la carte peut être limitée, lorsque jumelée à toute autre offre ou à tout autre programme de carte-rabais fidélité de tout marchand. La carte ne peut pas être utilisée lors d'achat de carte(s)-cadeau(x) ou de certificat(s).

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 17

La sérigraphie : mode d'emploi

JOUER AVEC L'ENCRE

Bien ancrée à Montréal, la sérigraphie cache pourtant ses dessous. *Quartier Libre* propose un voyage au cœur de ce procédé d'imprimerie manuelle. Direction les ateliers Graff pour apprendre la technique, et l'atelier Cinqunquatre pour plonger dans les volets commerciaux et artistiques de la sérigraphie.

Coralie DUMOULIN

« *Cela surprend à quel point c'est simple* », affirme Laurent Lamarche, technicien aux ateliers Graff sur Rachel Est. Elle serait partout : « *Chaque jour, nous sommes en contact avec la sérigraphie, dans les affiches du métro, sur les imprimés des tee-shirts.* » Présente dans la grande industrie, elle s'est ouverte au monde artistique.

L'origine exacte de la sérigraphie n'est pas bien définie... Chine ou Japon, elle prend forme avec la technique du pochoir. C'est dans la seconde moitié du XXe siècle qu'elle acquiert, dans les sociétés occidentales, un statut comparable aux autres techniques de l'estampe, plus anciennes.

Héritée du domaine publicitaire, la sérigraphie ne se développe à des desseins artistiques que vers la fin des années 1950. Le mouvement Pop Art en fera les beaux jours avec des porte-paroles prestigieux, tels Andy Warhol ou Roy Lichtenstein. La production d'affiches rock servira également la reconnaissance de cet art.

PHOTO : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

Alice Jarry dans son atelier de sérigraphie Cinqunquatre, qu'elle partage avec Jason Cantoro. Ils présentent une exposition *The plane show* à General 54 jusqu'au 30 mai.

APPRENDRE EN TROIS HEURES

« *On peut apprendre théoriquement en trois heures* », explique Laurent Lamarche. La personne est alors autonome pour utiliser le procédé sérigraphique. À Montréal, seuls les ateliers Graff offrent leur matériel nécessaire aux artistes pour faire de la sérigraphie. Pour en devenir membre, il faut être un artiste professionnel et avoir une connaissance approfondie d'une technique de l'estampe. Parallèlement, des cours privés de trois heures sont offerts au grand public : les élèves sont jumelés à un artiste membre de Graff. « *Le cours est personnalisé ; c'est une sorte de mentorat* », explique Sophie Morin, chargée de projet. Les programmes universitaires d'arts visuels comprennent souvent des cours en sérigraphie. « *L'apprentissage de cette technique est souvent obligatoire ; cela permet à chaque étudiant de comprendre le procédé de reproduction d'images* », raconte Laurent Lamarche, lui-même diplômé en arts visuels à l'UQÀM.

La sérigraphie est populaire car elle est peu coûteuse et très rapide. « *La majorité des artistes travaillent avec elle* », souligne Sophie Morin. Elle permet de faire des tirages originaux et limités, appréciés des artistes. « *Il y a un côté plus prestigieux que la simple impression* », explique Laurent Lamarche. C'est un procédé d'imprimerie manuelle. « *On a les mains pleines d'encre, il y a un contact avec la matière* », souligne-t-il. Andrée-Anne Dupuis-Bourret, artiste membre depuis 2003, fait l'éloge du mécanisme d'essais et d'erreurs que permet la sérigraphie. Quand elle travaille, beaucoup d'images lui viennent en tête. « *Si je le faisais en dessins, cela serait long. Cela me permet aussi de travailler d'une manière aléatoire* », explique-t-elle. Si la base de la sérigraphie est simple, elle peut également devenir très complexe. Par exemple, en multipliant les passages d'impression. « *Et c'est très difficile de s'arrêter…* », ajoute-t-elle malicieusement.

L'avantage, c'est que l'on peut produire une petite quantité à des prix raisonnables

Alice Jarry
sérigraphe

L'ATELIER CINQUNQUATRE

Depuis 2003, Alice Jarry et Jason Cantoro, qui se sont rencontrés à l'UQÀM, travaillent ensemble, dans leur atelier Cinqunquatre, la sérigraphie. « *La sérigraphie, c'est comme de la peinture, c'est une façon de créer un tableau* », explique Jason Cantoro. Dans leur atelier coloré, sont entreposées quatre grandes tables avec tout leur matériel, un bureau et une salle de lavage des soies. Les planchers sont tachetés d'encre. Ils mixent dans leurs travaux le procédé de la sérigraphie à d'autres techniques de l'estampe, tels la lithographie et la gravure. « *C'est une démarche globale* », raconte Alice Jarry. On peut pratiquer la sérigraphie sur plusieurs supports tels le papier, le tissu, le bois…

À leurs débuts, les deux jeunes artistes se concentraient surtout sur la production d'affiches et sur des contrats de design. Ce travail a été un bon moyen de développer l'atelier, petit à petit. « *Notre temps était divisé à 30 % pour nos œuvres personnelles et à 70 % pour la production de divers contrats* », explique Jason Cantoro. Ils souhaitent à présent renverser la vapeur : « *Maintenant, on se concentre sur nos œuvres, et on s'en inspire pour avoir des idées dans le côté commercial.* »

Ils entretiennent depuis le début de leur démarche un lien amical avec la scène musicale indépendante de Montréal. The Sainte-Catherines et Malajube comptent parmi leurs amis et clients. « *Il y a une demande du côté de la production d'affiches*, affirme Jason Cantoro. *La sérigraphie permet de donner un aspect "fais-le par toi-même" apprécié* », poursuit-il. Selon Alice Jarry, « *l'avantage, c'est que l'on peut produire une petite quantité à des prix raisonnables* ». Leur développement s'est réalisé sans subvention, uniquement par les divers contrats qu'ils ont obtenus. Ils présentent régulièrement des expositions aux Etats-Unis, où il y a une plus grande ouverture pour la diffusion des œuvres sérigraphiques. « *Montréal n'offre que trop peu d'espaces de diffusion pour nous* », déplore Jason Cantoro. Par contre, la ville, notamment par sa scène musicale, leur offre un cadre de travail fertile et agréable. « *À l'étranger, lorsque l'on dit être de Montréal, cela nous donne une bonne image* », précise-t-il. Presque seul dans ce créneau (avec par exemple Bree Lee et Séripop), le duo va, comme un poisson dans l'eau, dans le milieu *underground* des arts visuels.

Ateliers Graff, 963, rue Rachel Est.
Ouvert du mercredi au vendredi
de 10 h à 18 h.

Sérigraphie Cinqunquatre, exposition
The plane show à General 54,
54, rue Saint Viateur O. jusqu'au 30 mai.

LA SÉRIGRAPHIE EN 4 ÉTAPES

La sérigraphie, du latin *sericum* (soie) et du grec *graphein* (écrire), est une technique d'impression utilisant un écran de soie pour laisser passer l'encre à travers certaines mailles.

PLUSIEURS ÉTAPES SONT NÉCESSAIRES :

LA PRÉPARATION. La soie est tendue dans un cadre en bois (elle est de plus en plus remplacée par des tissus synthétiques tel le nylon). Une émulsion (liquide) photosensible (qui réagit à la lumière) est appliquée sur la soie. Cela permettra, lors de la deuxième étape, d'incruster l'image sur la soie. On aura également besoin d'un film : un papier où sont imprimés en noir et blanc les dessins que l'on souhaite obtenir. L'écran de soie est prêt à recevoir une image.

LE PRINCIPE DU POCHOIR. L'écran de soie est déposé sur une table lumineuse. Le film est placé entre l'écran et la table. Par l'effet de la lumière, l'image du film est transposée sur la toile de soie.

LE RINÇAGE. L'émulsion des parties où le dessin du film était noir ont été « cuites », et elle s'enlève au rinçage. On laisse sécher la soie, qui devient un pochoir.

L'IMPRESSION. L'encre est étendue sur la soie avec une raclette. Il faut faire une pression sur l'encre pour qu'elle traverse la soie. Le motif est alors imprimé sur le papier.

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 18

Musique

NINE INCH NAILS

Year Zero

(Interscope)

Trent Reznor, leader de Nine Inch Nails, a réinventé la musique industrielle à la fin des années 1980 en la métissant avec des synthétiseurs *new wave* et des mélodies pop auxquelles le genre n'était pas habitué. Ce sixième album cherche à innover en matière d'interaction avec les fans. *Year Zero* relève d'un concept particulier : dans une quinzaine d'années, le monde s'éteint, un régime totalitaire est mis en place et le temps recommence à zéro. Nine Inch Nails invite ses fans à plonger dans cet univers par le biais d'Internet. L'aventure débutait en février, alors que des clés USB contenant des chansons de l'album s'étaient mystérieusement égarées dans les toilettes des salles de concerts. Depuis, les disciples de Reznor qui participent à cette chasse au trésor ont découvert des dizaines de pages web élargissant leur connaissance du monde de *Year Zero*. Le disque, qui dure plus d'une heure, est un recueil de chroniques d'un monde post-apocalyptique. Moins agressif que son prédécesseur, *With Teeth*, *Year Zero* est assez linéaire et s'apparente par moments à une trame sonore (Reznor avait signé celle du jeu *Quake* il y a quelques années).

Beaucoup de guitares, quelques refrains incendiaires (« Survivalism »), des rythmes électroniques, deux ballades au piano, mais un peu trop de « gossage » à la fin des chansons. Un album correct, grâce à « God Given », « Capital G » et « The Great Destroyer », mais loin d'être à la hauteur du talent de son compositeur. Jugez-en par vous-même puisque l'album est disponible sur www.nin.com.

(Nicholas LAVALLÉE)

KLAXONS

Myths of the Near Future

(Polydor)

Premier tome d'une ambitieuse trilogie sur le temps, *Myths of the Near Future* marque aussi l'arrivée du groupe Klaxons dans les ligues majeures. Avec un son autant à la batterie qu'aux synthétiseurs, les Klaxons, pionniers du mouvement new rave, mélangent références littéraires futuristes (l'album emprunte son titre à un recueil de science-fiction de J. G. Ballard) et imagerie féerique pour construire un univers surréaliste sur fond de mélodies hyperactives. Dès les premières secondes d'écoute, « Two Receivers », dramatique et déferlante, donne le ton – il est ici question de nous faire taper du pied, avant tout. Et le momentum ne semble que s'accélérer durant la première moitié de l'album (on pense ici à « Atlantis to Interzone », avec ses sirènes criardes et ses rythmes saccadés, ou à « Totem on the Timeline »). Ce n'est qu'à mi-chemin que l'album donne l'impression, par moment, d'avoir été bâclé. « Isle of Her », répétitive et insipide, et « Forgotten Worlds », elle aussi décevante par sa monotonie, ralentissent ce qui se présente autrement comme un album qui impressionne par l'énergie qu'il dégage. En fait, ce sont les *singles* antérieurs de la formation, bénéficiant ici de la production accrue du nouvel

album, qui ressortent du lot : « Gravity's Rainbow », avec ses falsettos noyés dans la distorsion des guitares, et « Golden Skans », ode onirique au voyage temporel, en sont les meilleurs exemples. Un album surprenant, vif, même s'il est parfois inégal. Bref, un bel étalage du potentiel d'un nouveau groupe à surveiller sur la scène rock anglaise.

(Pascal EMOND)

JULIE DOIRON

Woke Myself Up

(Endearing)

La lauréate du meilleur album alternatif de 2000 aux Juno Awards revient avec un septième disque. Pour la jeune femme, *Woke Myself Up* signifie plusieurs choses : un retour aux sources (plus salissantes), un changement de vie (une séparation), le réveil d'une femme qui ne voyait plus sa carrière future aussi florissante. Julie Doiron s'est entourée de son ancien groupe, Eric's Trip, pour la conception de *Woke Myself Up*, entièrement enregistré par Rick White. Avec cette parution, on remarque que la musique de la jeune auteure-compositrice est beaucoup moins minimaliste et délicate que ses efforts précédents. En quelque sorte, elle fait un pas en arrière pour nous plonger à l'époque de son premier album, *Broken Girl*, et le suivant, *Loneliest in the Morning* qui contenaient, tout comme ce nouveau bébé, des racines plus primitives et plus rock. Les amateurs d'Eric's Trip se réjouiront d'entendre Julie chanter avec sa voix douce sur des rythmes parfois un peu plus intenses ou aventureux, toujours avec un sens inouï de la mélodie. Il est facile d'être charmé par la musique de Julie Doiron : il ne suffit d'aimer les

musiques d'essence folk, souvent intimes et sensibles, comme son interprète. Les amateurs de Cat Power, PJ Harvey, Feist ou Hayden ne pourront résister longtemps à cette sublime artiste accomplie.

(Jean-François RIOUX)

LOW

Drums & Guns

(Sub Pop)

Low bénéficie d'un passé et d'un catalogue impressionnant depuis ses débuts en 1993. Pour son huitième disque, le groupe américain de Duluth au Minnesota change un peu sa façon de composer. En effet, les musiciens de Low ont concocté de nouvelles pièces qu'ils ont jouées pendant deux ans lors de leurs concerts, question de bien les maîtriser. Ils les ont ensuite détruites délibérément, pour les faire renaître sous une nouvelle forme, retravaillées sur ce dernier album, *Drums & Guns*. Sans doute, le besoin de changement était ressenti. Alan Sparhawk (voix, guitare), Mimi Parker (voix, batterie) et Matt Livingston (basse) ont mijoté les morceaux pour qu'ils mûrissent davantage. C'est en y ajoutant des sons électroniques, certains effets atmosphériques ainsi que de nouvelles harmonies vocales que Low a finalement recréé un album au son moins banal et moins répétitif que les disques précédents. La musique minimaliste, lente, mélancolique et parfois ténébreuse du groupe berce et provoque crainte et inquiétude. Pour la seconde fois de sa carrière, Low a travaillé avec le producteur Dave Fridmann (Mercury

Rev, Flaming Lips) pour la conception de *Drums & Guns*. L'album se termine sur une note bien agréable avec « Violent Past », une pièce incontournable de la discographie de Low.

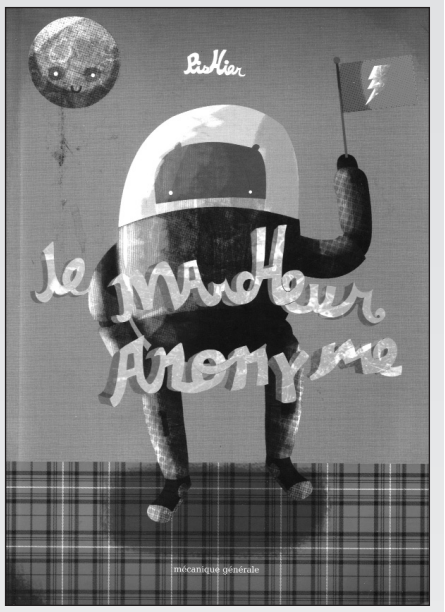
(Jean-François RIOUX)

Bande dessinée

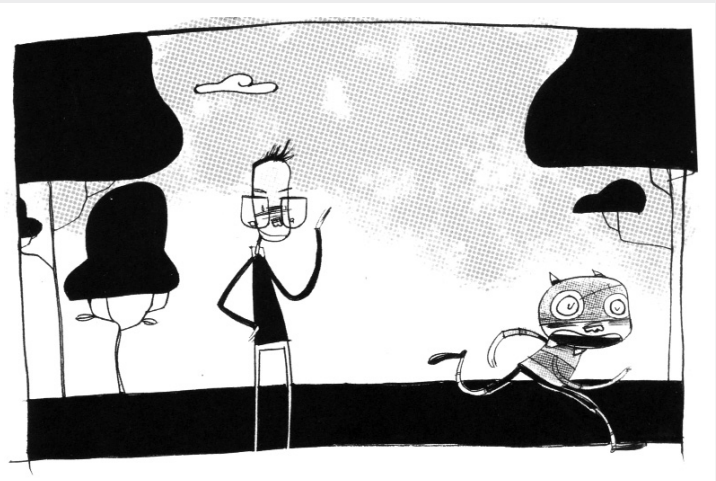
MARCHEUR MASQUÉ

Julie DELPORTE

Le personnage du marcheur est né dans les racines d'un petit arbre à Jonquière, dans les années 1970, nourri par les histoires d'enfance (parfois tristes) de son dessinateur Pierre Girard. Sorti de terre trente ans plus tard, avec un ver de terre dans les cheveux, il court raconter au monde les aventures de son auteur-géniteur, compilées dans un premier « vrai » livre. Ainsi commence *Le marcheur anonyme*, l'histoire d'un bonhomme masqué, coupable de rêver beaucoup la nuit, et le jour aussi. D'être heureux souvent, mélancolique quelquefois. D'aimer le café, la cigarette et les bas à motifs.



À présent québécois (de Québec) jusqu'aux baskets, Pierre Girard est avant tout un illustrateur. De la signature qu'il adopte depuis 11 ans, PisHier, sachez bannir le phonème « ch ». Car il s'agit d'un beau jeu de prénom : « Pis, hier ? Comment était la soirée ? ». Graphiste pour *Le Soleil*, *Urbania* et diverses publications, fondateur du *Fanzine Bidon*, Pierre Girard attaque la bande



dessinée avec tout juste un peu de difficulté pour la surmonter courageusement. On sent qu'il tâtonne pour faire tenir son récit debout, et le tout tient grâce au ton singulier de son dessin : décalé, charmant et expressif. Voire coquin, à ses heures.

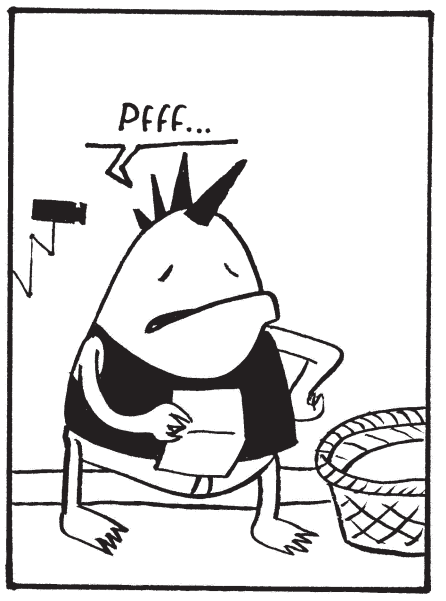
Le résultat ? Une juxtaposition étrange, puisque les histoires du marcheur sont entrecoupées de réalisations déjà éditées auparavant. On retrouve deux strips de *Pencil Kid* publiés dans *Quartier Libre* à l'automne, une série de planches dessinées pour *Plan Cartésien,* et l'intégralité du fanzine *Une histoire de fromage en crottes*, amélioré pour l'occasion. L'impression que *Le marcheur anonyme* n'est pas un livre à part entière flotte un peu, mais l'entreprise est sympathique pour tous ceux qui n'ont jamais entendu parler de PisHier.

Dans les rues de la vieille capitale, le marcheur anonyme croise l'homme qui parle aux Corvette, une prostituée flyée, des baleines sur des cargos et deux ours qui dînent dans un resto. Un Batman aux deux visages règne derrière cet univers haut en imagination, et c'est sans doute ce super-héros qui inspira au petit marcheur le port d'un masque. Croisé pendant l'OFFiciel du festival de BD francophone de Québec, dont il était le principal organisateur, Pierre Girard avouait aimer l'idée de porter ce même masque pour sortir dans Québec. Mais le sien, il serait en matière poilue.

Le marcheur anonyme, par PisHier, chez Mécanique Générale.

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 19

LOCK STORY



entre peel et saint-laurent, par Alice von berg

Cinéma

***Quand j'étais chanteur*, de Xavier Giannoli**

POUR UN FLIRT...

Patricia ROY

Alain Moreau est une sommité dans son domaine. Chanteur de bal accompli, ce tombeur coule une existence paisible et routinière en se produisant dans de petites boîtes ringardes des environs. Son univers se voit toutefois chamboulé lorsqu'il fait la rencontre de la jeune et magnifique Marion. De trente ans sa cadette, cette dernière éveillera en lui la fameuse passion qu'il chante depuis des années et dont il semblait avoir oublié le sens.

Avec ce troisième film, Xavier Giannoli *(Une aventure)* relève admirablement le défi de mener son projet à bien sans tomber dans la caricature. Évitant les gags faciles de *has been*, le réalisateur et scénariste propose une œuvre rigolote et touchante portant sur le décalage d'un homme sur son temps. Ne tentant guère de séduire par quelque prouesse technique ou esthétique, ce film trouve sa force dans un scénario solide proposant des dialogues savoureux, prononcés par une distribution au sommet de sa forme. On retrouve, entre autres, un Gérard Depardieu qui, visiblement, s'amuse follement dans l'incarnation du crooner amoureux, une Cécile de France *(Les poupées russes)* toujours aussi rafraîchissante, ainsi qu'un Mathieu Almaric *(La Moustache)* excellent dans le rôle du séducteur que l'on aime détester. Recensant tous les classiques des années 70 tels *Pour un flirt* et *Comme un garçon*, ce succès critique et populaire en France séduira par sa candeur et son regard nouveau lancé sur le ringard.

_QLvol14no16.qxd 4/24/07 8:16 PM Page 20

INSCRIPTION
Session été 2007

LE BALUCHON
LE SERVICE DE HALTE-GARDERIE DE LA FAECUM

Grâce à la halte-garderie Le Baluchon, il vous sera possible, parents étudiants de l'Université de Montréal et membres de la FAECUM, de concilier avec succès, vos études et votre vie de famille.
Vous avez besoin de nos services, n'hésitez pas à contactez Anne Lessard, notre directrice , elle se fera un plaisir de répondre à toutes vos questions au (514) 340-0440 ou directement sur place au 3333 Côte-Sainte-Catherine (coin Decelles).

FAÉCUM
www.faecum.qc.ca